



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2965-VENDREDI 14 JUILLET 2017

NON ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Le gouvernement prend la défense de Naanga

Les raisons évoquées par Corneille Naanga, pour justifier la non tenue des scrutins, notamment un certain nombre de contraintes essentiellement d'ordre sécuritaire (référence aux violences dans le Kasai) et législative (absence de certains textes législatifs essentiels pour lesdits scrutins) sont, de l'avis du gouvernement, évidentes et plausibles.

Ainsi pour l'Exécutif national, le président de la Centrale électorale s'était juste limité « à énoncer les difficultés rencontrées et susceptibles d'entraîner la non tenue des trois scrutins à la période convenue dans l'accord de la Saint Sylvestre », sans pour autant annoncer une quelconque disposition rectificative. [Page 2](#)



Les agents de la Ceni collectent les kits électoraux

CONSEIL D'INTERNATIONAL SOCIALIST

Jean-Marc Kabund se déchaine à New York

Le secrétaire général de l'UDPS Jean Marc Kabund a participé activement au dernier Conseil de l'international socialiste qui s'est clôturé ce mercredi 13 juillet à New York. « Défendre et protéger la démocratie là où elle est née ou menacée », tel est le thème développé par ce cadre du parti qui a stigmatisé la manière dont la coalition au pouvoir est en train de nuire à la vie politique du pays en cherchant à prolonger indéfiniment le mandat de Joseph Kabila.

D'où son appel à la solidarité de grandes familles socialistes présentes à ces assises afin d'obtenir l'alternance avant le 31 décembre 2017. Il a, au passage, sollicité l'isolement diplomatique et politique du régime en place dont il attribue la responsabilité de la crise sociopolitique actuelle. [Page 6](#)



Jean Marc Kabund (deuxième à partir de la droite) parmi ses pairs de l'International Socialist

KASAI

Trente-huit sites possibles de fosses communes

De nouveaux sites possibles de fosses communes, au nombre de trente-huit, ont été découverts en République démocratique du Congo, dans la région centrale du Kasai, secouée depuis près de neuf mois par des violences, a déclaré l'Onu le mercredi 12 juillet. L'enquête missionnée par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme a découvert les dernières fosses communes dans les régions de Diboko et de Sumbula, situées dans le territoire de Kamonia (sud-ouest). Ajoutées aux quarante-deux découvertes entre mars et mai 2016, cela donne un bilan provisoire de quatre-vingt charniers. Pour sa part, le gouvernement dit n'avoir pas eu vent de cette information et parle plutôt de dix nouvelles fosses communes. [Page 3](#)



Des éléments de la Croix rouge s'affairant autour d'une fosse commune

TRANSFERT D'ARGENT

Deux géants d'accord pour un partenariat inédit

Il s'agit de WorldRemit, premier fournisseur britannique de services d'envoi d'argent à l'international, et du leader chinois Huawei. Les deux partenaires vont rendre le service de transfert accessible à des millions d'Africains. Des millions de personnes pourront ainsi transférer de l'argent à l'aide d'un compte mobile money.

Pour les analystes les plus optimistes, ce « deal » va en produire d'autres dans le futur, garantissant ainsi une meilleure intégration technique entre les institutions financières et les services de mobile money. [Page 6](#)

NON-ORGANISATION DES ÉLECTIONS EN DÉCEMBRE

Le gouvernement prend la défense de Naanga

Pour l'exécutif national, le président de la centrale électorale s'était juste limité « à énoncer les difficultés rencontrées susceptibles d'entraîner la non-tenu des trois scrutins à la période convenue dans l'accord de la Saint-Sylvestre » sans pour autant annoncer une quelconque disposition rectificative.

La controverse suscitée par les derniers propos du président de la Ceni confirmant la non-tenu - pour des raisons techniques et sécuritaires - des scrutins d'ici le mois de décembre 2017 tel que convenu dans l'accord du 31 décembre n'arrête de soulever des vagues. Face aux critiques acerbes dont Corneille Naanga fait depuis

contrées susceptibles d'entraîner la non-tenu des trois scrutins à la période convenue dans l'accord de la Saint-Sylvestre ». Les raisons évoquées par Naanga, notamment un certain nombre de contraintes essentiellement d'ordre sécuritaire (référence aux violences dans le Kasai) et législative (absence de certains textes législatifs essentiels pour lesdits scrutins), sont, de l'avis du gouvernement, évidentes et plausibles. « Cela ne rend pas la Ceni coupable de violation de la Constitution ou dudit accord », a martelé Lambert Mende. Rien en fait dans les propos de Corneille Naanga tenus à Genève ou à Paris faisant état des difficultés rencontrées par la

élections en décembre 2017, que le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA), le gouvernement et la Ceni puissent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections.

En attendant la constitution du CNSA qui a pris un léger retard à cause de l'indisponibilité du président du Sénat mandaté par le chef de l'État ensemble avec son collègue de l'Assemblée nationale pour finaliser le processus, Lambert Mende estime que la Ceni est dans son rôle de faire état des difficultés et contraintes nécessitant la tenue de la tripartite sus-évoquée. « En disant cela, le gouvernement voudrait simple-



Lambert Mende

lors l'objet de la part de l'opposition qui pense qu'il fait le jeu du pouvoir en tirant les choses en longueur dans le but de prolonger indéfiniment le mandat présidentiel, le gouvernement a tenu à éclairer l'opinion par rapport au processus électoral en livrant sa lecture des faits. C'est par le biais de son porte-parole Lambert Mende que l'exécutif national s'est exprimé le 13 juillet en prenant ouvertement la défense du président de la Ceni qui, d'après lui, ne serait pour rien dans cette déconvenue.

Pour le gouvernement, Corneille Naanga n'a fait que son travail. Sans annoncer une quelconque disposition rectificative, il s'est limité « à énoncer les difficultés ren-

centrale électorale à tenir le délai de décembre 2017 ne viole les prescrits de la Constitution ou enfreint un seul principe de l'accord du 31 décembre 2016. « L'accord du 31 décembre 2016 qui prévoit l'organisation des élections en décembre 2017 n'a pas mis la Constitution de 2006 entre parenthèses », a fait remarquer Lambert Mende.

Il évoque la disposition spéciale dérogatoire au principe général fixant la date des scrutins au plus tard en décembre 2017 comme voie de sortie fixée par les parties prenantes elles-mêmes. Ces dernières, par souci de prudence et de réalisme, avaient convenu, en effet, que dans l'hypothèse de la non-tenu des

ment indiquer que quand bien même le CNSA serait déjà opérationnel, il n'enlèverait rien aux prérogatives constitutionnelles de la centrale électorale qui reste, au regard de la Constitution de la République et de l'Accord de la Saint-Sylvestre, la seule autorité en matière d'organisation des élections », a-t-il nuancé. Et d'indiquer qu'en ce qui le concerne, le gouvernement « continuera à faire sa part pour mettre la Ceni en capacité d'assumer ses responsabilités dans les meilleurs délais au mieux des intérêts du peuple congolais, conformément à la Constitution de la République et à l'Accord du 31 décembre 2016 ».

Alain Diasso

GENRE

Ucofem publie l'étude sur les freins à la participation politique des Congolaises

L'Union congolaise des femmes de médias (Ucofem) a publié récemment le rapport d'une étude sur les « Freins à la participation politique des Congolaises, notamment en période électorale ».

À en croire la présidente nationale de l'Ucofem, Anna Mayimona Ngemba, cette étude a permis d'analyser les obstacles à la participation politique féminine. « Cette recherche se veut donc être un instrument de sensibilisation pour encourager les femmes dans leur chemin vers la parité », laisse entendre Anna Mayimona qui a par ailleurs souligné que la participation des femmes en politique reste très limitée avec à peine 10% de représentation au Parlement et 13% dans le gouvernement.

De son côté, la présidente adjointe de l'Ucofem, Francine Umbalo, note que cette étude spécifique tombe à point nommé, car elle pourra, d'une manière ou d'une autre, enrichir la documentation sur la question liée à la faible participation des femmes aux débats démocratiques. « Elle servira désormais d'un outil de référence en matière de plaidoyer et de sensibilisation pour l'amélioration de l'implication des femmes en politique, notamment dans le contexte électoral », a-t-elle ajouté.

Pour améliorer la participation politique de la femme congolaise surtout en cette période électorale, la recherche de l'Ucofem formule des recommandations aussi bien aux pouvoirs publics qu'aux partis politiques ainsi qu'à la société civile. Aux pouvoirs publics, il a été recommandé d'investir dans l'éducation des enfants, en leur proposant les modèles de genre équilibrés

et exempts de stéréotypes et, aux partis politiques, de promouvoir l'égalité en leur sein, à travers un certain nombre d'initiatives, notamment le fait de mentionner l'égalité entre les sexes comme une valeur de base dans leurs statuts. Autre démarche susceptible de promouvoir la parité, l'introduction dans leurs programmes des priorités spécifiques en matière d'égalité de genre. « Les partis politiques devraient aussi garantir une participation équilibrée des hommes et des femmes à tous les organes décisionnels du parti, aux listes électorales et à tous les postes désignés et nommés », a recommandé Anna Mayimona.

À la société civile, il lui a été recommandé de s'impliquer davantage dans la promotion de la participation politique des femmes à travers ces actions, notamment la sensibilisation des citoyens à l'enjeu du quota dans les listes électorales afin de créer un climat d'opinion favorable au principe de discrimination positive. La société civile devra également multiplier les initiatives d'éducation électorale, particulièrement à l'intention des femmes moins instruites. Il faudra, en outre, engager les femmes dans l'observation du processus électoral.

Dans la sensibilisation de la communauté pour le changement de comportement, les médias sont un partenaire incontournable. C'est pourquoi de l'avis d'Anna Mayimona, les médias devraient multiplier les campagnes de sensibilisation du public à la participation politique des femmes. Ils doivent cibler, pour ce faire, les catégories sociales par des messages appropriés et efficaces.

Aline Nzuzi

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville :

Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville :

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa :

Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire :

Bob Sorel Moumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ITIE

L'Asadho appelle au remplacement du coordonnateur national

L'ONG de défense des droits humains met à sa charge le disfonctionnement institutionnel et financier de cette structure.

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) a fait part de sa préoccupation sur la situation qui prévaut au sein de l'Itie. Dans un communiqué publié le 13 juillet, cette ONG en a appelé, en conformité à l'exigence 1 de la norme Itie 2016, au remplacement du coordonnateur national de l'Itie/RDC pour disfonctionnement institutionnel et financier. Pour cette organisation, c'est depuis les années 2012 que le coordonnateur national est accusé de manipuler et opposer certains membres du comité exécutif (CE) et des collègues des parties prenantes, « *alimentant ainsi des conflits inutilement* ». Face à cette réalité, l'Asadho exhorte le président de la République à constater, conformément à l'exigence 1 point b de la norme Itie 2016, que le coordonnateur national actuel du secrétariat technique a perdu la confiance des membres du CE à cause de plusieurs abus financiers et administratifs et qu'il est urgent d'en désigner un autre.

L'ONG en appelle au président du CE afin de convoquer une réunion du CE qui doit être consacrée à l'examen du rapport d'audit du secrétariat technique réalisé par le cabinet Ernst & Young, de prendre des mesures conservatoires suspendant le coordonnateur national du secrétariat technique, en attendant son remplacement par le président de la République et de demander à toutes les organisations de la société civile dont

l'Asadho qui avaient reçu des fonds du secrétariat technique et qui ont été empêchées de les justifier d'y procéder. Aux organisations de la société civile, cette association recommande d'exiger une mise en œuvre de l'Itie conforme à la norme Itie et d'assurer leur rôle de chien de garde de l'Itie sans complaisance et de manière transparente.

Des faits qui datent près de 5 ans

Pour l'Asadho, au regard de ces faits décrits et du rapport d'audit du cabinet Ernst & Young, il sied de constater que le coordonnateur national est au centre du dysfonctionnement des institutions de l'Itie-RDC et qu'il a perdu la confiance d'une grande partie des membres du CE.

L'Asadho a, en effet, rappelé qu'entre les années 2012 et 2013, alors que la RDC faisait face à sa première validation, le responsable d'une ONG établie dans le pays, la Licoco avait fait une déclaration publique appelant le conseil d'administration de l'Itie à ne pas valider la RDC. À cette occasion, a poursuivi l'Asadho, le coordonnateur national de l'Itie avait fait un appel téléphonique à son président (de l'Asadho), pour lui parler de cette prise de position de cette ONG. À son temps, a souligné l'Asadho, son président avait sévèrement critiqué la position de la Licoco au cours de cet appel, ne sachant pas que son interlocuteur enregistrait cette conversation, qu'il va faire écouter au responsable de cette ONG critiquée, pour l'opposer au président de l'Asadho. Pour l'Asadho, à cette occasion, le coordonnateur national aura remis 2 500

dollars américains au responsable de la Licoco, à titre gratuit. Ce qui lui fera changer, quelques jours plus tard, sa position en faisant une autre déclaration appelant le Conseil d'administration de l'Itie à valider la RDC.

Pour l'Asadho, en plus de la manipulation, le coordonnateur national « *s'est toujours distingué par des attaques contre les membres du CE qui osent demander des comptes sur la gestion financière et administrative du secrétariat technique* ». Pour obtenir le départ de certains membres du CE, a aussi noté l'Asadho, le coordonnateur national de l'Itie leur a seulement retiré la qualité de membre, en leur donnant celle d'observateur, en violant ainsi les décisions du CE. L'Asadho a également rappelé qu'en juin 2017, elle a écrit au Premier ministre pour dénoncer les abus financiers et administratifs commis au secrétariat technique conformément au rapport d'audit commandé par le CE et exécuté par le cabinet Ernst & Young. « *En réaction à cette lettre, le coordonnateur national de l'Itie écrit à l'Asadho pour lui demander de rendre compte des fonds reçus, en 2015, pour les provinces, alors que le rapport d'audit fait à la demande du secrétariat technique, par le cabinet Secofic, pour l'exercice 2015, ne montre pas que l'Asadho doit justifier l'argent auprès de l'Itie-RDC. Ces audits commandés par le secrétariat technique étaient seulement complaisants* », a souligné cette ONG de défense des droits de l'homme parmi les plus actives du pays.

Lucien Dianzenza

INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES

2016 marque une année record pour l'énergie propre

Sa part a atteint 43 % du total des investissements enregistrés dans le secteur énergétique au cours de la période sous examen, a noté l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette tendance est loin de refléter la situation générale marquée plutôt par un recul de 12 % des investissements globaux dans l'énergie.

L'AIE a annoncé un recul à 1 718 milliards de dollars américains USD des investissements globaux dans le secteur stratégique de l'énergie. Il s'agit d'une tendance observée pour la deuxième année consécutive. Pour autant, la bonne nouvelle est l'intérêt croissant porté par les investisseurs sur les énergies propres. Malgré le contexte général de recul, ce sous-secteur énergétique s'est démarqué une nouvelle fois en atteignant cette fois un niveau

record au cours de l'année 2016. Cette remontée s'explique surtout par le recul de 38 % des investissements en capital dans le pétrole et le gaz. Certainement, la crise qu'enregistre le sous-secteur a influé finalement sur la décision finale d'investissement.

En effet, le pétrole et le gaz ont représenté seulement les 2/5e des investissements énergétiques mondiaux enregistrés au 31 décembre 2016. Cette analyse semble tenir la route parce qu'un indice ne trompe pas. On parle d'un niveau record d'investissements dans l'énergie propre calculé sur la base de la place par rapport aux investissements globaux du secteur énergétique. Mais si l'on tient compte de la tendance des 5 dernières années, les investissements dans les énergies renouvelables ont enregistré malgré tout un recul de quelque 3

%. Cependant, les fonds de l'AIE octroyés au cours de 2016 ont permis d'ajouter 35 % d'énergie propre supplémentaire.

L'un des éléments ayant contribué à la percée des investissements dans les énergies propres est la baisse des coûts et l'amélioration des technologies dans plusieurs domaines, dont le solaire photovoltaïque et l'éolien. Dans l'actuelle configuration énergétique, un pays se démarque. La Chine, c'est d'elle qu'il s'agit, a accueilli plus de la moitié des investissements mondiaux en matière d'efficacité énergétique, dans le domaine du bâtiment principalement. Aujourd'hui, l'empire du milieu est le premier investisseur mondial dans l'énergie, suivi des États-Unis d'Amérique et de l'Inde. Elle vient même devant l'Europe.

Laurent Essolomwa

KASAÏ

L'ONU recense trente-huit sites possibles de fosses communes

De nouveaux sites possibles de fosses communes, au nombre de 38, ont été découverts en République démocratique du Congo, dans la région centrale du Kasai, secouée depuis près de neuf mois par des violences, a déclaré l'ONU mercredi.

Au moins 80 fosses communes ont été recensées dans la région, qui a connu une montée de la violence entre les forces de sécurité locales et une milice tribale, les Kamwina Nsapu, depuis septembre. La communauté internationale a tiré la sonnette d'alarme à propos de ces violences, qui ont causé la mort de plus de 3.000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Église catholique. La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco), chargée du maintien de la paix, avait précédemment évoqué un bilan de « plus de 400 morts », alors qu'on estime qu'environ 1,3 million de personnes ont fui leurs foyers dans les provinces du Kasai. L'enquête missionnée par l'ONU a découvert les dernières fosses communes dans les régions de Diboko et de Sumbula, situées dans le territoire de Kamonia (sud-ouest), a déclaré l'organisation.

Les violences ont débuté en 2016 quand Jean-Pierre Mpanji, chef tribal sous le nom de Kamwina Nsapu d'une région située près de la frontière mé-

ridionale avec l'Angola, a ouvertement remis en cause l'autorité du gouvernement de Joseph Kabila. Kamwina Nsapu a été tué lors d'une opération militaire en août 2016, mais ses partisans ont continué le combat avec l'espoir qu'il vit encore, sa dépouille n'ayant pas été restituée au clan et n'ayant pas reçu les honneurs ou les rites funéraires dus à son rang.

En février, l'ONU a accusé les rebelles Kamwina Nsapu d'enrôler des enfants soldats et de commettre des « atrocités », tout en dénonçant l'usage disproportionné de la force par l'armée congolaise face à des miliciens armés essentiellement de bâtons et de lance-pierres. En mars, deux experts onusiens - l'Américain Michael Sharp et la Suédo-chilienne Zaida Catalan - missionnés par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour enquêter sur ces violences ont été assassinés dans le Kasai-central. Le procès de leurs assassins présumés est en cours à Kananga, capitale du Kasai-central. Le gouvernement a accusé les rebelles Kamwina Nsapu d'avoir commis ces meurtres. Les violences dans le Kasai, qui impliquent des miliciens, des soldats et des policiers, mettent à mal un pouvoir central fragilisé par une crise politique liée au maintien au pouvoir de Joseph Kabila au-delà du terme de son mandat, échu depuis le 20 décembre.

AFP

CONSERVATION DE LA NATURE

45 éléphants abattus au premier semestre 2017 dans le Parc de la Garamba

Le directeur chef de site adjoint dans cette aire protégée, qui attribue ce braconnage aux rebelles LRA, aux rebelles sud-soudanais, aux éleveurs Mbororo ainsi qu'aux groupes armés locaux, relève quand même une avancée par rapport à 2016.

Le directeur chef de site adjoint du Parc de la Garamba, Aladji Somba, a noté, le 12 juillet, à radiokapi.net qu'environ quarante-cinq éléphants ont été abattus au premier semestre de 2017 dans cette aire protégée. De l'avis d'Aladji Somba, le Parc national de la Garamba fait également face à plusieurs autres menaces. « *Nous avons une pression sur la gestion du parc. Nous avons des menaces qui viennent des pays voisins tels que les LRA qui viennent de la République centrafricaine et traversent la frontière à la recherche des ivoires dans le parc. Nous avons d'autres menaces des rebelles qui viennent du Soudan du Sud* », a-t-il relevé.

Aladji Somba reconnaît, par ailleurs, quelques avancées dans la gestion du Parc de la Garamba, par rapport au premier semestre 2016 au cours duquel ce parc a perdu environ 88 éléphants. Le Parc national de la Garamba, situé à cheval entre les territoires de Dungen et Faradje (Haut-Uélé), a une superficie de 12 500 km² et compte trois domaines de chasse.

L.D.

INTERVIEW. JEAN ISHAKU

« Nous vivons une époque formidable où la diaspora montre une soif d'entreprendre exceptionnelle »

Jean Ishaku est cofondateur et président du Congo Millénum Business Club ainsi que cofondateur et directeur associé de l'agence de communication événementielle « Black Fahrenheit ». Les deux structures ont organisé, le 7 juillet, à Paris au sein de l'hôtel Renaissance, mais dans des espaces différents, deux activités, à savoir la présentation du réseau d'affaires « Makutano » aux membres de la diaspora congolaise ainsi que le rendez-vous mensuel « L'Air Du Temps », spécial RD Congo.

Le Courrier de Kinshasa : Qu'est-ce qui a motivé la création du Congo Millennium Business Club (CMBC) ? En quoi consistent ses activités ? Et quelles sont les actions que vous comptez mener afin d'atteindre vos objectifs ?

Jean Ishaku : L'idée d'un réseau de dirigeants d'entreprises et des experts de la diaspora congolaise est directement liée à la création de notre agence Black Fahrenheit. Nous avons initié à Paris, dès 2007, un concept afterwork de mise en relation ciblant la diaspora africaine. L'idée était de créer une dynamique autour des cadres et dirigeants. Dès les premières étapes, nous avons constaté une forte fréquentation de profils du type jeunes diplômés ou actifs de la diaspora congolaise.

Ayant un fort attachement à notre identité congolaise et après des années de veille pour identifier des réseaux de jeunes congolais, nous avons pris la décision de créer une plate-forme à l'image de cette nouvelle génération de Congolais nés et grandis à l'extérieur du Congo et partageant les mêmes questionnements. Juridiquement né en 2015 sous sa forme actuelle (Association loi 1901) le CMBC a pour vocation de devenir le réseau de référence au sein de la diaspora. Nous sommes d'abord une communauté de valeurs au service de la diaspora, des Congolais et des amis du Congo. Nous sommes également un cercle d'affaires apolitique et nous avons à cœur la valorisation de l'Afrique en générale et du Bassin du Congo en particulier.

Nos objectifs sont de réunir l'excellence de la diaspora congolaise, de valoriser et de mettre en réseau ces décideurs, ces entrepreneurs, ces experts, ces cadres dirigeants et plus généralement les professionnels du secteur public et du secteur privé qui ont acquis des années d'expertise afin de créer un mouvement positif qui regarde en direction de leur pays d'origine. Aujourd'hui nos activités se focalisent sur le sourcing, la qualification et la mise en connexion des profils au sein du réseau. A partir de la rentrée 2017, nous proposerons ce que nous appelons des « rencontres affaires ». La mise en place de modules de formation et un système de mentoring seront déployés pour permettre à des jeunes entrepreneurs éligibles de lancer leur entreprise dans les meilleures conditions et de s'appuyer sur un réseau de par-



Jean Ishaku

rains expérimentés.

LCK : Le vendredi 7 juillet, vous avez organisé l'événement « L'Air du temps », spécial RDC où plusieurs interventions ont été faites notamment par la fondatrice du réseau Makutano. Comment évaluez-vous le déroulement de cet événement ?

JI : Le CMBC a invité, dans le cadre de ses rencontres affaires, le réseau Makutano de Kinshasa à venir se présenter à la diaspora congolaise de Paris ce que nous qualifions de « Makutano Paris ». Plus d'une centaine d'invités triés sur le volet ont pris part à ce forum. Ils sont venus de partout, de différentes capitales européennes, des États-Unis et une délégation qui a fait le voyage spécialement de Kinshasa. Cet événement a été programmé de longue date en synergie avec l'équipe du Makutano basée à Kinshasa. Je tiens ici à remercier Mme Nicole Sulu pour la confiance accordée au CMBC dans la mise en œuvre de cette rencontre. Nous remercions également la représentation diplomatique de la RD Congo à Paris et tout particulièrement SEM Atoki Iлека pour son adhésion au projet et pour son soutien.

Je salue également l'implication, le professionnalisme et la détermination du comité d'organisation du CMBC assisté par un chef de projet de l'Agence Black Fahrenheit pour nous offrir un événement de qualité. Les retours sur l'événement sont très encourageants et globalement positifs. Les analyses des différents experts ont conforté les participants sur l'utilité d'une plate-forme telle que le CMBC. Au même moment, dans un espace différent, l'agence de communication Black Fahrenheit, dont je suis un des directeurs associés, a organisé son rendez-vous mensuel « L'Air Du Temps ». Cette édition était un spécial RD Congo. L'objectif de BF sur ces sessions spéciales pays est de mettre en avant la dynamique sociale et économique des diasporas africaines en France. Sur cette session, la diaspora congolaise a montré sa capacité de mobilisation sur ce type de rendez-vous avec près de 400 actifs présents. Entrepreneurs, porteurs de projets et professionnels de différents secteurs d'activités étaient ainsi réunis pour un networking)

LCK : De quelle manière analysez-vous le dynamisme de la diaspora congolaise en France en général et à Paris

en particulier ? Quels sont les secteurs où cette diaspora se met beaucoup plus en valeur ?

JI : La diaspora congolaise est très présente en France et possède une énergie créative extraordinaire. Rares sont les diasporas qui marquent autant leur présence dans la communauté africaine. Ceux qu'on qualifie maladroitement de Congolais de la diaspora sont divers et variés. Ils n'ont pas tous la même aisance dans l'adaptation à leur environnement. Cela est certainement dû aux différentes périodes de migration qui composent notre diaspora. Il serait maladroit de la qualifier d'homogène et uniforme. Il est essentiel de comprendre que la face cachée de l'iceberg se fond dans le paysage et cultive une certaine forme de discrétion. Le Congolais est prisonnier d'une image véhiculant des préjugés très loin du sérieux. Faisant passer sous silence une majorité éduquée et active. Nous les retrouvons de façon visible dans les industries culturelle et créative (Musique, danse, arts plastiques, Mode, comédie, cinéma) ainsi que dans le sport. Ils sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui dans la création d'entreprises, en générale et les nouvelles technologies en particulier. Nous vivons une époque formidable où la diaspora montre une soif d'entreprendre exceptionnelle. Nous dénombrons un grand nombre de cadres dans les secteurs publics, dans l'administration et dans le secteur privé des grandes entreprises françaises et internationales.

LCK : Comment la diaspora congolaise pourrait-elle jouer un rôle plus actif dans le développement économique de la RDC ?

JI : Tout d'abord, il est essentiel que la diaspora se structure d'une façon claire, que nous ayons une cartographie des associations fiables et impliquées dans le bien être et la valorisation de cette diaspora à l'image d'autres communautés africaines et particulièrement dans les pays anglo-saxons. Il est important de participer par la consommation à la viabilité des entreprises tenues par la diaspora. Nous devons contribuer à la formation des gestionnaires d'entreprise pour rendre leur entreprise viable sur le long terme. La contribution au développement économique ne sera que plus importante par le mécanisme des transferts de flux financiers. Dans ce sens, plusieurs initiatives que nous encourageons pour mieux canaliser les investissements sont en cours pour créer des fonds d'investissement de la diaspora. Aucun pays émergent ne s'est développé sans le concours

soutenu de sa diaspora. Cette dernière est liée par affiliation naturelle à son pays d'origine et chacun de nous aspire à faire découvrir à ses enfants et à ses petits-enfants, dans les meilleures conditions, la terre qui l'a vu naître.

LCK : Quels sont, selon vous, les secteurs prioritaires où la diaspora pourrait investir en RDC et pourquoi ?

JI : Le premier investissement de la diaspora doit être humain. Proposer son expertise et ses compétences professionnelles. Ensuite, il est essentiel de se focaliser sur la création et le développement des PME, PMI, des petites industries de transformation qui permettront de proposer des produits made in Congo, source de croissance et de création d'emplois directs. Les secteurs d'activités sont divers et variés. Le soutien et la structuration des coopératives agricoles pour les petits producteurs afin de contribuer à l'autosuffisance alimentaire. Le chantier est colossal.

LCK : Pour revenir à « Black Fahrenheit ». Quelles sont les activités de cette agence et quels sont les plus grands événements que vous avez déjà organisés ?

JI : Avec une diaspora africaine grandissante, le marché s'élargit. Par conséquent, l'offre et la demande émanant de cette diaspora sont croissantes. BF a donc fait de cette cible son cheval de bataille. Qui est elle ? Comment s'adresser à elle ? Identifier les savoir-faire et développer le faire savoir qui est notre cœur de métier. De là est né un terme que nous avons inventé : l'Afro communication. On n'aborde pas une cible afro comme on aborderait n'importe quelle autre cible. BF est donc une agence d'Afro communication à 360 degré avec deux expertises claires : le conseil en communication institutionnelle et en événements de grande envergure tels que les forums économiques : Believe In Africa (Washington) Africa Development Day (Paris) Rebranding Africa Forum (Bruxelles) Remise de Prix Scientifiques (Malabo), etc.

LCK : Quels sont les projets de CMBC ainsi que ceux de Black Fahrenheit ?

JI : Le CMBC travaille sur la création d'un forum international où toute l'énergie créative de la diaspora pourrait s'exprimer de différentes manières. Concernant BF, le Rebranding Africa Forum arrive à grand pas en octobre. En plus des networking parisiens, nous préparons également une série de séminaires qui se tiendront sur le continent des 2018.

Patrick Ndongidi

ITALIE

53 millions d'euros supplémentaires dans la coopération

Augmenter, pas baisser le niveau de coopération aux projets de développement : c'est la volonté réaffirmée mardi à Rome par le gouvernement.

Le comité conjoint pour la Coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères s'est réuni en début de semaine à la Farnesina, l'imposant siège dudit ministère à Rome. A l'issue des travaux, le gouvernement a annoncé le déblocage d'une enveloppe de quelque 53 millions d'euros pour appuyer des projets de développement retenus au titre de la coopération avec l'Afrique les pays en développement pour la période 2017-2019. « Nous avons approuvé un paquet de projets, programmes et appels d'offres pour presque 53 millions d'euros, signe de l'engagement continu du gouvernement dans le secteur de la coopération au développement, qui constitue le pilier de notre politique extérieure dans des investissements stratégiques toujours plus importants », a expliqué le ministre des Affaires étrangères, Angelino Alfano. Le « Programme pays » signé avec l'Éthiopie est présenté comme emblématique de cette coopération volontariste. Les deux parties ont identifié des secteurs aptes à fournir des opportunités de travail à la jeunesse éthiopienne et, donc,

à freiner la tentation de migrer vers l'Europe.

« Il s'agit, a soutenu le ministre Alfano, d'un programme ambitieux qui confirme et consolide le partenariat avec les autorités éthiopiennes dans les secteurs d'intervention stratégique identifiés de commun accord ». Mais les projets approuvés lundi concernent aussi la coopération avec le Soudan et la Tunisie, a dit le ministre qui a particulièrement attiré l'attention sur un nouveau projet européen financé par le fonds Afrique et d'une enveloppe de 3,5 millions d'euros. Il concerne la protection des mineurs victimes de violations des droits humains au Sénégal, au Mali, en Gambie, en Guinée-Conakry, Guinée-Bissau et au Niger.

Cet effort vient s'ajouter, et pas se substituer, à celui en cours en faveur de pays du Proche-Orient, tel le Liban. Pour l'Italie, même un problème lancinant comme le terrorisme djihadiste et ou celui des flux migratoires peut trouver une réponse efficace dans le renforcement de la coopération bilatérale. Car aussi bien l'un que l'autre se nourrissent visiblement du désespoir induit par la pauvreté et le manque de débouchés pour une jeunesse toujours démographiquement majoritaire dans les pays en développement.

Lucien Mpama

ACTION SOCIALE

Remise des tricycles aux personnes vivant avec handicap

Grâce au partenariat établi entre la Caritas-Développement Lolo et l'Organisation catholique Niva, vingt-huit personnes vivant avec handicap dans le diocèse de Lolo, dans la province de la Mongala, viennent de bénéficier des tricycles pour faciliter leur mobilité. Cette dotation est le fruit du plaidoyer mené en 2016 par l'Évêque de Lolo, Mgr Jean-Bertin Nadonye.



Les tricycles vont faciliter la mobilité de ces personnes vivant avec handicap

personnes. « Nous avons réussi à obtenir vingt-huit vélos que nous avons distribués aux bénéficiaires. Nous avons voulu, pour cette première livraison, privilégier les personnes avec handicap habitant très loin du chef-lieu du diocèse. Le processus se poursuit », a expliqué le directeur du bureau diocésain de Caritas qui révèle par ailleurs qu'après le rapport de la première distribution, le bailleur a promis de

nous envoyer 30 autres tricycles.

Rolly Oteko Lisungu a fait siennes les doléances de la population de voir cette opération se poursuivre pour servir les autres personnes avec handicap. Notons que les doyennés d'Ekama et de Moyenge figurent parmi les bénéficiaires de cette première distribution intervenue au mois de mai de l'année en cours.

Aline Nzuzi

La distribution de ces tricycles va se poursuivre. Pour cette première phase, indique Rolly Oteko Lisungu, directeur du bureau diocésain de Caritas, les personnes vivant avec handicap habitant loin du diocèse ont été privilégiées. Au total, fait-il savoir, cent quatre-vingt personnes vivant avec handicap physique dans le diocèse ont été enregistrés. Et dans un premier temps, vingt-huit tricycles ont été remis à ces

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



TRANSFERT D'ARGENT

Deux géants d'accord pour un partenariat inédit

Il s'agit de WorldRemit, premier fournisseur britannique de services d'envoi d'argent à l'international, et du leader chinois Huawei. Les deux partenaires vont rendre le service de transfert accessible à des millions d'Africains.

WorldRemit est reconnu comme le spécialiste de l'envoi d'argent digital à travers le monde. Il travaille avec un réseau de partenaires au sein d'une gigantesque plate-forme bien implantée en Afrique. La solution WorldRemit occupe une place prédominante sur le marché du transfert de fonds vers des comptes mobile money, traitant plus de 70 % des transactions intercontinentales vers des comptes de mobile money. L'autre partie

n'est plus à présenter. Le chinois Huawei s'est déployé dans la région, et même en RDC où il a construit un grand bâtiment administratif. Son succès dans la région s'explique par la possibilité de réaliser des transactions bancaires basiques dans les pays développés. Par ailleurs, sa technologie n'est pas incompatible avec les smartphones. Cela représente un atout majeur pour les pays émergents. Grâce à cet accord, un pont est désormais jeté entre WorldRemit et les 100 millions de comptes de paiement mobile basés sur la plate-forme du géant chinois.

Des millions de personnes pourront ainsi transférer de l'argent à l'aide d'un compte mobile money. Pour les analystes les plus optimistes,

ce « deal » va en produire d'autres dans le futur, garantissant ainsi une meilleure intégration technique entre les institutions financières et les services de mobile money. Depuis plusieurs années, cette tendance au rapprochement s'observe à plus petite échelle en RDC. Parmi les fournisseurs de services d'envoi d'argent à l'international, WorldRemit est l'une des premières sociétés à se lancer dans un véritable partenariat direct avec Huawei. Pour autant, il faut insister sur le fait que les réseaux mobiles affichent également des prétentions dans le domaine financier. Beaucoup parmi eux dont le Groupe Airtel présent en RDC ont créé carrément des banques pour promouvoir le mobile money.

Laurent Essolomua

IMMIGRATION

Cécile Kyenge appelle l'Europe à laisser l'Italie seule

Avec plus de 100.000 migrants débarqués sur ses côtes depuis janvier, l'Italie demande à être soulagée de ce poids.

litique migratoire ne soit pas confiée à quelques pays seulement et qu'elle soit partagée par toute l'Union européenne », a toutefois estimé Paolo Gentiloni,

cains, une majorité de migrants, d'arriver. « Il faut les aider dans leurs pays », a-t-il martelé comme un mantra durant le week-end dernier.

Des personnalités de grand calibre se sont ensuite employées à jouer à la voiture-balai pour « clarifier » et chercher à atténuer la brutalité du propos. Pour Cécile Kyenge Kashetu, eurodéputée d'origine congolaise (RDC) et ancienne ministre italienne de l'Intégration, il faut penser au futur. « Le problème ce n'est pas maintenant, c'est demain », estime-t-elle. « Nous avons besoin de solutions, et nous en avons besoin tout de suite ! On ne peut pas laisser l'Italie toute seule en une période comme celle-ci », a-t-elle dit en allusion à la reprise des débarquements des migrants revigorés par le beau temps chaud et sans orage dans la météo du sud de l'Europe. Pour elle, « le problème des flux migratoires est un phénomène structurel, à maîtriser et non pas à arrêter. Il appelle la combinaison de politiques et instruments de bref, moyen et long rayons » dans la logique de « l'approche globale sur l'immigration » prônée par la commission européenne l'an dernier et dont elle été la porte-parole. Mais elle ne s'est pas contentée de décrire l'apocalypse : « en tant qu'Italienne, je suis fière du travail sans fin que continue d'abattre nos gardes-côtières au large de nos côtes en sauvant des vies d'hommes et de femmes (de migrants). En cela, ils comblent les lacunes du système commun européen », a-t-elle déclaré.

Lucien Mpama

CONSEIL D'INTERNATIONAL SOCIALIST

Jean-Marc Kabund fait un réquisitoire sévère contre le pouvoir

Le secrétaire général de l'UDPS a sollicité du Conseil d'International Socialist, l'isolement diplomatique et politique de la coalition au pouvoir dont il attribue la responsabilité de la crise sociopolitique actuelle.

Des sources proches de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), il nous revient que le secrétaire général de ce parti Jean Marc Kabund, en séjour aux États-Unis d'Amérique, a participé activement au dernier Conseil de l'international socialiste qui s'est clôturé le 13 juillet. Membre de cette organisation politique internationale qui regroupe la majeure partie des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes du monde ainsi que certains démocrates, l'UDPS, en tant que membre, ne pouvait pas rater l'opportunité de présenter devant cette tribune, sa vision par rapport à la marche du pays. C'est ce qui explique le déplacement qu'avait effectué à New York son secrétaire général mandaté par le parti pour prendre part à ces travaux.

« Défendre et protéger la démocratie là où elle est niée ou menacée », tel est le thème développé par le secrétaire général de l'UDPS cité par actualités.cd. Ce cadre de l'UDPS a mis une emphase particulière sur la manière dont l'expression populaire serait, selon lui, en train d'être étouffée en RDC sur fond d'une confiscation manifeste du pouvoir. Pour Jean Marc Kabund qui est intervenu le mercredi à la tribune du Conseil d'International Socialist, la coalition au pouvoir est en train de nuire à la vie politique du pays en cherchant à prolonger indéfiniment le mandat de Joseph Kabila à la tête du pays, « lui qui n'a aucune légitimité à ce jour du fait qu'il a renié l'accord du 31 décembre 2016, source de légitimité de toutes les institutions en RDC ».

Le parti phare du Rassop/Limete est d'avis que la majorité présidentielle est réfractaire à l'idée d'organiser les élections d'ici décembre pour se maintenir au pouvoir par la force. D'où son appel à la solidarité de grandes familles socialistes réunies au siège de l'ONU afin d'obtenir l'alternance tant attendue avant le 31 décembre 2017. Jean-Marc Kabund a, au passage, dénoncé le soutien que continue de bénéficier Kinshasa auprès d'autres pays de la sous-région. Par conséquent, il appelle à l'isolement diplomatique et politique du pouvoir en place dont il attribue la responsabilité de la crise socio-politique actuelle.

Alain Diasso



Même le sommet tripartite de Trieste de mercredi dernier ne semble pas avoir décidé l'Europe à venir en aide à l'Italie, seule depuis une décennie face aux flux des migrants venant de Libye. France et Allemagne ont assuré de leur solidarité avec l'Italie, mais Rome regrette que cela ne soit pas allé au-delà des mots et des postures de convenance. « L'Italie a fait et continuera à faire sa part dans les secours et l'accueil. Mais elle se bat dans le même temps pour que la po-

le Premier ministre italien. Dans la péninsule domine ces derniers jours une sorte de ras-le-bol. Les populistes qui surfaient sur le sentiment anti-immigré sont désormais rejoints par l'ensemble des acteurs politiques qui, à gauche comme à droite, n'hésitent plus à enfourcher même le lexique du politiquement incorrect. L'ancien Premier ministre Matteo Renzi semble avoir délaissé le langage compassé et humaniste pour réaffirmer qu'il faut, décidément, empêcher les Afri-

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SERIGRAPHIE
PELLICULAGE
DIGI CARRE COULÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à robot

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux.

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers.

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adac-congo.com

PRIX THÉÂTRE RFI

Délestage de David-Minor Ilunga présélectionné à la quatrième édition

Le texte du jeune auteur de Kinshasa est l'un des treize retenus après l'appel à candidatures lancé du 13 mars au 16 avril 2017 en raison de leurs qualités littéraires, dramaturgiques et leur originalité.

Bien des Kinois sont ravis du choix de Délestage qu'ils connaissent pour avoir notamment assisté à sa représentation à la clôture du Festival Ca se passe à Kin en juin dernier au Tarmac des auteurs à Kintambo. Le texte qu'ils ont apprécié alors faisait partie des 172 candida-



Lauréat du Prix Théâtre RFI 2016 :

Hakim Bah
"Convulsions"

tures proposées pour cette quatrième édition du Prix Théâtre RFI. Le communi-

cité de presse publié l'après-midi du 12 juillet par la radio internationale à son propos



souligne qu'il reste l'étape ultime, à savoir la sélection du meilleur des treize textes restés en compétition par vote final du jury. Présidé cette année par l'écrivain Dany Laferrière, il réunit dix autres artistes et professionnels du milieu. Quant à la remise du 4e Prix Théâtre RFI, il est prévu en marge du Festival Les Francophonies en Limousin. Ce sera le dimanche 24 septembre à Limoges. Le comité de sélection avait reçu les 172 écrits en prove-

ombres de Faubert Bolivar. La rive droite du fleuve Congo participe à travers Verso Recto de Sylvie Dyclo-Pomos et Longues sont mes nuits de Faustin Keou Leturmy. En lice avec un seul texte comme la RDC, le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Maroc et le Burundi ont tous des chances égales de remporter le Prix Théâtre RFI 2017.

À titre de rappel, Le Prix Théâtre RFI dont le premier a été décerné en 2014 au Congolais Julien Mabilia Bissila pour le compte de Chemin de fer poursuit un double objectif. Le premier vise la promotion de la richesse des écritures dramatiques contemporaines francophones du Sud et le second est de favoriser le développement de carrière de jeunes auteurs écrivant en français. Ainsi, l'an dernier, c'est au Guinéen Hakim Bah à qui RFI et ses partenaires avaient offert un soutien professionnel et une exposition médiatique à travers une dotation financière attribuée par la SACD. Le lauréat 2016 avait aussi bénéficié d'une promotion de Convul-



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES

rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

Immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

rfi Prix théâtre

nance de 23 pays d'Afrique, de l'Océan indien, des Caraïbes (hors France d'outre-mer), du Proche et Moyen-Orient a travaillé sans relâche pour en tirer cette présélection où le Cameroun vient en tête de liste avec trois textes, à savoir La poupée barbe d'Edouard Elvis Bvouma, Debout un pied de Denis Sufo Tagne ainsi que Mille et une femmes de Kouam Tawa. Viennent juste après Haïti et le Congo-Brazzaville. Les Caraïbes sont représentées par les textes Reconstruction(s) de Noé Beaubrun et Quai des

sions et sa mise en ondes sur les antennes de RFI assortie d'une résidence en France, à la Maison des Auteurs de Limoges et au Théâtre de l'Aquarium avec le collectif À mots découverts. Ce moment de création avait été financé par l'Institut français. Notons qu'il avait aussi reçu comme autre avantage une résidence de travail au plateau suivi de lectures publiques au CDN Normandie-Rouen. La structure a rejoint cette année les partenaires du prix susmentionnés.

Nioni Masela

L'actualité de la Centrafrique

LA JEUNESSE DE BERBERATI MANIFESTE CONTRE LE DÉPART DU CONTINGENT CONGOLAIS

Une marche de la jeunesse de Berberati dans la Mamberé-Kadeï a eu lieu le 11 juillet sur les différentes artères de la ville. Un mémorandum a été remis au siège de la Minusca par le représentant des jeunes.

La ville de Berberati, à l'Ouest du pays, est connue comme l'une des rares localités de la RCA épargnées par l'occupation des groupes armés. Cette ville reste paisible grâce à la présence des soldats du Congo-Brazzaville de la Minusca. Ce départ laisse craindre la détérioration du climat sécuritaire et du vivre-ensemble dans la localité. Les responsables de la Minusca basés dans la localité n'ont pas répondu présents – pour la deuxième fois - pour recevoir le mémorandum des jeunes. Ces derniers ont barricadé les routes de Berberati pour empêcher le départ de ces soldats toute la journée jusqu'à la tombée de la nuit.

Les casques bleus congolais quittent le pays suite à la décision de l'ONU les accusant d'auteurs de viols et abus sexuels dans la localité. Le contingent camerounais de la Minusca remplacera les troupes congolaises à Berberati.

PATRICE EDOUARD NGAISSONA ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIFAC

Elu pour un mandat de deux ans, le nouveau président de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Unifac) compte apporter des réformes dans cette institution qui regroupe six pays de la zone Cémac, la RDC et le Sao Tome et Principe.

Des sources sûres attestent que cette institution footballistique sous-régionale est en panne, car les compétitions sont au point mort. C'est dans cet état que son président compte revoir les textes de base et entamer des réformes. « On va organiser la ligue des champions du football féminin. Je dédie cette victoire au peuple centrafricain », a déclaré Patrice Edouard Ngaïssona - le président de la Fédération Centrafricaine de Football - à sa descente d'avion. Il compte aussi relancer cette organisation à retrouver sa place. « On ne peut pas comprendre que dans les années 70, c'est l'Afrique centrale qui produisait les meilleurs talents, mais aujourd'hui c'est l'Afrique de l'Ouest qui prend la relève », a-t-il dit. Pour ce faire, il envisage de renforcer les commissions spécialisées de l'Unifac.

C'est la première fois qu'un Centrafricain arrive à ce poste depuis sa création. Par le passé, cette institution organisait des compétitions dans toutes les catégories hommes et femmes. La coupe de l'Unifac en senior homme n'a connu qu'une seule édition en 1999. Depuis plusieurs années, l'Unifac n'a organisé que les tournois des dames et des moins de 17 ans hommes. Les Centrafricains ont remporté l'édition de 2009 à Limbé au Cameroun de moins de 17 ans.

L'ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA TRANSITION NOMMÉE MEMBRE DU COMITÉ DES SAGES DE L'UA

Catherine Samba-Panza a été désignée membre du comité des sages de l'Union africaine, en charge de l'Afrique centale, un organe de conseil pour la commission. Sa nomination a été rendue publique le 04 juillet dernier à l'issue du 29e sommet de l'Union africaine.

« Je pense que c'est une bonne nouvelle pour elle-même et pour le pays. Cette nomination est la reconnaissance de tout le travail fait par cette femme de cœur qui a su relever son pays et amorcer le processus de paix et de justice »

pays. Cette nomination est la reconnaissance de tout le travail fait par cette femme de cœur qui a su relever son pays et amorcer le processus de paix et de justice », confie Anicet Guiyama Massogo, ancien ministre-conseiller politique à la présidence sous le magistère de Catherine Samba-Panza.

La nomination de Catherine Samba-Panza comme membre du comité des sages de l'Union africaine intervient après plusieurs missions assurées par l'ancienne présidente pour le compte de l'organisation continentale. La dernière mission a été celle de cheffe de délégation des observateurs de l'Union africaine lors des élections législatives de décembre 2016, en Côte d'Ivoire.

Depuis son départ de la présidence, en mars 2016, elle s'est fortement engagée dans la promotion du leadership de la femme dans le processus de paix en Afrique. Elle a participé à plusieurs rencontres de haut niveau ayant attiré vers elle un regard de distinction.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

SANCTIONS ÉCONOMIQUES

Khartoum suspend ses discussions avec Washington

Suite à la prolongation des sanctions économiques américaines, Khartoum a annoncé suspendre les discussions avec les Etats-unis à ce sujet, et tient Washington pour « responsable » de l'impact sécuritaire des sanctions.

« Ceux qui ont pris cette décision (de prolonger les sanctions) devront assumer la responsabilité de toute conséquence politique ou sécuritaire résultant de cette décision », a affirmé à la presse, le vice-président du parti du Congrès national du chef de l'Etat. « Cette décision va encourager les rebelles et des groupes armés à (...) perturber la sécurité au Soudan et dans la région », a ajouté Ibrahim Mahmoud.

La veille, Omar el-Béchir avait suspendu avec Washington les discussions sur la levée totale des sanctions américaines imposées à Khartoum depuis 1997, mécontent de leur prolongation par le

président Donald Trump pour une durée de trois mois. En janvier, l'ancien président américain Barack Obama avait levé certaines sanctions frappant Khartoum mais avec une période d'examen - s'achevant le 12 juillet - avant une éventuelle suppression complète de toutes ces mesures punitives. Pour obtenir cette levée, Khartoum devait répondre à une feuille de route en cinq points, parmi lesquels figurent la fin du soutien aux groupes rebelles au Soudan du Sud, la fin des hostilités dans les provinces du Darfour, du Nil-Bleu et du Kordofan-Sud et une coopération avec le renseignement américain contre le terrorisme.

Les sanctions américaines contre le Soudan avaient été imposées il y a 20 ans pour son soutien présumé aux islamistes dont le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden, tué dans un raid américain au Pakistan en mai 2011. Washington justifiait également ces mesures en accusant Khartoum d'avoir recours à la politique de la terre brûlée contre une minorité ethnique rebelle au Darfour, province de l'ouest du Soudan en proie à un conflit meurtrier depuis 2003. Cette guerre a fait plus de 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU.

Même si les relations américano-soudanaises se sont sensiblement améliorées, le département d'Etat maintient le Soudan depuis 1993 sur sa liste noire des « Etats soutenant le terrorisme », au même titre que l'Iran et la Syrie.

Josiane Mambou Loukoula

BRÈVES

RWANDA

Les forces de sécurité rwandaises ont exécuté au moins 37 petits délinquants sans les poursuivre en justice, entre juillet 2016 et mars 2017, rapporte Human Rights Watch (HRW). Le rapport de 42 pages, intitulé « Tous les voleurs doivent être tués : exécutions extrajudiciaires dans l'ouest du Rwanda », décrit en détail comment l'armée, la police et des unités de sécurité auxiliaires, parfois avec l'aide des autorités civiles locales, ont appréhendé de petits délinquants présumés et les ont sommairement exécutés. Malgré le fait que ces meurtres aient eu lieu devant de nombreux témoins, ils n'ont pas été évoqués publiquement au Rwanda, souligne HRW.

BOTSWANA

Le dalaï lama se rendra le mois prochain au Botswana où il s'entretiendra avec le président Ian Khama, au risque d'irriter la Chine, investisseur clé sur le continent africain. Le chef spirituel tibétain est considéré par Pékin comme un séparatiste voulant arracher le Tibet à la Chine. Le dalaï lama recevra « les honneurs habituels réservés aux dignitaires en visite dans le pays ». Le prix Nobel de la paix, qui vit en exil en Inde, doit s'exprimer à Gaborone, la capitale, lors d'une conférence spirituelle prévue du 17 au 19 août. L'Afrique du Sud, frontalière du Botswana, a refusé à plusieurs reprises ces dernières années un visa au dalaï lama, une attitude vivement critiquée par l'archevêque sud-africain et prix Nobel de la paix, Desmond Tutu.

CAMEROUN

16 personnes ont été tuées – 14 civiles et 2 kamikazes - et une trentaine blessée dans un double attentat à Waza, dans l'extrême-nord du Cameroun, où les attaques attribuées aux jihadistes nigériens de Boko Haram sont fréquentes. La situation de certains blessés est assez grave. La plupart d'entre eux avaient été transférés dans la ville de Mora. La ville est bouclée par les forces de défense. La menace des violences attribuées au groupe jihadiste Boko Haram dans le nord du Cameroun contribue à enclaver la région. Autrefois très fréquentée par des touristes, Waza et son parc national n'attirent plus.

NIGÉRIA

L'Université nigérienne de Maiduguri – vaste complexe de 43 hectares - bâtit une immense tranchée de 27 km pour se protéger contre les attaques-suicides de Boko Haram, dont elle est devenue au fil des mois la cible numéro 1. Depuis janvier, au moins huit attentats ont frappé l'université, symbole honni par Boko Haram - qui signifie en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché ». Alors que la plupart des écoles primaires, collèges et lycées avaient fermé leurs portes par crainte d'attaques ou d'enlèvements, les cours universitaires n'ont jamais été interrompus depuis le début du conflit en 2009. Une

aide de 50 millions de nairas a été débloquée par le gouverneur de l'Etat de Borno, Kashim Shettima, pour financer la construction de la tranchée.

RDC

De nouveaux sites possibles de fosses communes, au nombre de 38, ont été découverts dans la région centrale du Kasai, secouée depuis près de neuf mois par des violences, selon l'ONU. Au moins 80 fosses communes ont été recensées dans la région, qui a connu une montée de la violence entre les forces de sécurité locales et une milice tribale, les Kamwina Nsapu, depuis septembre. La communauté internationale a tiré la sonnette d'alarme à propos de ces violences, qui ont causé la mort de plus de 3.000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Église catholique. Environ 1,3 million de personnes ont fui leurs foyers dans les provinces du Kasai. L'enquête missionnée par l'ONU a découvert les dernières fosses communes dans les régions de Diboko et de Sumbula, situées dans le territoire de Kamonia (sud-ouest).

SOMALIE

Depuis le 24 juin, la Somalie est privée d'Internet, ce qui se traduit par des pertes économiques estimées par le gouvernement à 10 millions de dollars par jour. Une petite minorité possède bien les moyens de se connecter par satellite, mais la plupart des 6,5 millions d'habitants du sud et du centre du pays sont plongés dans le noir. Long de 10.000 km, ce système de câble optique sous-marin permet l'accès de la côte est et sud de l'Afrique à l'Internet. Le blackout est venu compliquer un peu plus la vie des Somaliens dont près de deux millions, fuyant la guerre, ont créé à l'étranger une diaspora qui gagne de l'argent qu'elle envoie ensuite au pays. La Banque mondiale estime à 1,4 milliard par an le montant des versements de l'étranger, soit un quart du PIB national. Le gouvernement somalien et Dalkom espèrent une réparation et un rétablissement de l'Internet dans la semaine.

DJIBOUTI

La Chine envoie des soldats à Djibouti - sa première base à l'étranger - une étape historique dans le renforcement de sa présence armée à l'international. La marine chinoise est présente depuis fin 2008 au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden, dans le cadre des efforts internationaux pour combattre la piraterie dans cette région. Elle servira à soutenir les escortes navales en Afrique et au Moyen-Orient, les opérations de maintien de la paix (de l'ONU) et l'aide humanitaire. La base servira également à Pékin pour le soutien des opérations anti-piraterie et l'évacuation de ses ressortissants en cas de crise. Le pays africain compte déjà des bases militaires de la France, des Etats-Unis et du Japon.

J.M.L. et AFP

DIPLOMATIE

Le Canada fête son 150^e anniversaire

Le jeudi 13 juillet, pour la première fois, l'ambassade du Canada avec pour résidence, la République démocratique du Congo a choisi de célébrer la fête nationale de son pays à Brazzaville.

Plusieurs diplomates accrédités au Congo parmi lesquels, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, Todd P. Haskell et autres invités de marque se sont réunis autour de Ginette Martin, ambassadrice du Canada au Congo pour célébrer symboliquement le 150^e anniversaire de ce pays dans un hôtel luxueux de la capitale congolaise.

Dans son discours, Ginette Martin, ambassadrice du Canada au Congo a souligné (en français et en anglais) l'importance de l'évènement, ainsi que les principaux points que le gouvernement de son pays a mis en avant cette année pour cet anniversaire : la diversité et l'inclusion de tous dans la société canadienne.

« Ces festivités offrent l'occasion de célébrer nos grandes réalisations. C'est l'occasion de voir comment nous pouvons mieux réussir la réconciliation avec nos peuples autochtones, adopter les mesures nécessaires pour protéger notre environnement pour les générations futures, renforcer l'appréciation de notre diversité comme une des plus grandes forces du pays, assurer une place égale pour tous ou l'inclusion dans toutes les sphères d'activités du pays et finalement donner à la jeunesse un plus grand rôle dans la prise des décisions, qui permettront au pays de réaliser son plein potentiel dans l'avenir ».



Le Canada, a indiqué l'ambassadrice, se déclare partie prenante pour assumer ses responsabilités comme « joueur international » dans la lutte contre le changement climatique, la recherche de la paix et la stabilité dans le monde et un engagement « incontournable » sur le plan humanitaire et dans la réalisation des objectifs de développement durable, à aider les populations les plus démunies, notamment les femmes et les enfants, afin « de contribuer à une plus grande prospérité et à l'égalité des chances et des moyens pour tous ». « Les valeurs canadiennes, la liberté, la démocratie, la gouvernance démocratique, les droits de la personne et l'Etat de droit restent au cœur de la politique étrangère canadienne ». Ce sont ces

mêmes valeurs, a-t-elle indiqué, qui guident aussi l'action canadienne en République du Congo.

La situation dans le Pool préoccupe le Canada

La diplomate canadienne a fait savoir que son pays est fermement convaincu que « c'est seulement par le respect de ces valeurs qui sont partagées par nos confrères congolais, que le Congo pourra réaliser son plein potentiel et jouer le rôle qui lui revient sur le plan international, y compris comme pays membre de la Francophonie ».

En outre, elle a rappelé le souhait exprimé par le Canada de voir le renforcement des institutions démocratiques au Congo. Dans ce sens, elle a invité le peuple congolais, les autorités et les membres

de la société civile à « travailler ensemble afin de s'assurer que les valeurs démocratiques y

tuation est également peu propice pour assurer le climat des affaires, qui permettra d'attirer



L'ambassadrice du Canada et les invités (Adiac)

compris le respect des droits de la personne soient au cœur de toutes leurs interventions, ceci pour le bien-être de la population qui, nous le savons, connaît en ce moment des conditions économiques difficiles ».

Abordant la situation dans le département du Pool, la diplomate Canadienne a exprimé la tristesse de son pays ressentie suite « aux incidents de violence » qui secouent cette partie du pays.

« Il appartient à tous de s'assurer de travailler dans le respect des droits l'un et l'autre et d'avoir recours à des voies pacifiques pour régler les différends. Nous estimons aussi que cette situation ne peut aider le Congo dans ses efforts de contribuer à la prospérité et la qualité de vie dont rêve la population congolaise. La si-

de nouveaux investisseurs, avec la bonne gouvernance, la réelle clef du développement durable dans tout le pays », estime-t-elle. Suite au lancement de la politique d'aide internationale féministe du Canada, elle a plaidé pour la participation massive de la femme et de la fille dans toutes les sphères d'activités du pays. Pour le 150^e anniversaire, l'ambassade du Canada a exprimé sa joie en décernant le prix de reconnaissance à : David Bulman, représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo ; Hilly-Anne Fumey, proche collaboratrice de l'ambassade du Canada au Congo et à l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (Adhuc).

Yvette Reine Nzaba

CONCOURS DIRECTS

Un engouement des candidats vers la qualification professionnelle

Environ 10 000 candidats en 2016 à plus de 23 237 en 2017, le nombre de postulants aux différents concours d'entrée dans les écoles professionnelles a doublé cette année

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, qui a procédé le 13 juillet au lancement des épreuves écrites des concours directs s'est félicité du nombre élevé des candidats enregistrés cette année. « Le nombre de candidats nous fait passer de 10 000 à plus de 23 000, soit plus du double, ce qui explique quand même un engouement vers la qualification puisque nous trouvons ici des personnes de tous niveaux qui se rendent compte que les diplômés à caractère général dont elles sont détentrices ne leur donnent aucune qualification. Donc, elles veulent par ces différents concours avoir une qualification à la sortie », s'est réjoui le ministre avant de se rendre à Mossendjo, dans le Niari.

À Brazzaville, ils sont au total 16000 candidats, répartis dans 40 centres, à affronter ces épreuves écrites qui se déroulent dans tous les chefs-lieux des dé-

partements du pays y compris Mossendjo où est basée l'Ecole nationale des eaux et forêts (Enef). Les établissements concernés étant l'Ecole nationale des instituteurs (Eni), à l'Ecole paramédicale (Epm) et l'Ecole paramédicale et médico-sociale (Epmms), l'Ecole nationale moyenne d'administration (Enma) ; l'Ecole nationale des beaux-arts (Enba) et l'Enef.

Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes qui a lancé les épreuves de Français au centre du lycée technique industriel 1^{er} mai a rassuré tous les candidats n'ayant pas retrouvé leurs noms sur les listes que la direction des examens et concours prendra toutes les dispositions nécessaires. Il suffit, a-t-il précisé, que les concernés soient inscrits sur les listes car tous les traitements des éventuelles anomalies sont prévues dans la procédure. « Le Premier ministre a souhaité que les examens se tiennent dans les délais. C'est pour cela que nous avons tout fait pour que les derniers examens professionnels se tiennent avant les élections législatives et locales. Je viens donc de lancer les épreuves à Brazzaville au même moment que dans tout le pays. Je vais faire un tour à Mossendjo, dans le Niari, qui abrite un nouveau centre d'examen pour nous assurer que tout se passe normalement et que

le gouvernement n'a pas à s'inquiéter outre mesure », a-t-il indiqué.

Signalons que ces concours professionnels sont répartis en deux catégories. La première concerne le niveau Bac pour l'entrée à l'Eni, à l'Enma, à l'Epmms où les candidats affrontent, entre autres, jusqu'au 14 juillet, les épreuves de Français, Histoire-Géographie et Sciences de la vie et de la terre pour l'Epmms. Quant à la seconde catégorie, elle est réservée au niveau brevet pour l'entrée à l'Epm, à l'Enef et à l'Enba. Parmi les matières retenues, on peut citer la rédaction, les mathématiques, les Sciences naturelles pour l'Epmms, les Sciences physiques pour l'Enef, la Culture générale, le dessin d'observation, la musique et les arts plastiques pour l'Enba.

S'agissant de l'Enma, les filières sont l'administration générale, administration scolaire et administration du travail ; le journalisme, la justice, la diplomatie et les carrières financières (budget, impôts, Douane, Trésor). Concernant l'Eni, une fois admis, les candidats tenteront d'obtenir le Certificat de fin d'études des écoles normales (Cfeen), tandis que le Diplôme d'Etat des carrières de la santé et le Diplôme des carrières administratives et financières (Dcaf) concernent l'Epmms et l'Epm.

Parfait Wilfried Douniama

TRIBUNAL DE OUESSO

Trente-six mois d'emprisonnement avec sursis pour le braconnier Florent Mekozi

Des sources bien informées, le braconnier Florent Mekozi, un des organisateurs de la bande destructrice de la faune s'est échappé des mailles de la prison. Le 13 juillet, le juge l'a condamné à trente-six mois d'emprisonnement avec sursis.

Reconnu pour ses crimes contre la faune sauvage, le multirécidiviste Mekozi Florent a été condamné à une peine assortie des mesures de surveillance par le Tribunal de Grande instance de Ouesso.

Domicilié au village Batekoch à environ 23 kilomètres de Sembé, dans le département de la Sangha, Mekozi Florent est âgé de 49 ans et père de treize enfants. Dans un récent passé, il a été condamné à quatre ans de prison ferme pour avoir fourni un PMAK et des munitions à un groupe de braconniers. Il est à ce jour poursuivi par la justice pour les mêmes infractions.

« Je reconnais parfaitement les faits qui me sont reprochés en qualité de commanditaire de cette partie de grande chasse. En effet, j'avais eu cette arme, PMKA noire pliable, deux chargeurs garnis et munitions. Je me suis déplacé chez moi au village Batekoch et je suis venu solliciter l'autochtone Jean Baba, au village Egnabi pour aller me pratiquer la grande chasse des éléphants... » reconnaît Florent Mekozi.

Par contre, les associés de l'organisateur de la bande destructrice de la

faune, les nommées Thomas Simbo évadé miraculeusement de la maison, Cyrille Mebith et Jean Baba ont été jugés par le tribunal de Ouesso. Devant la barre, le criminel faunique, Jean Baba, auteur de l'abattage des éléphants a affirmé avoir commis ces crimes fauniques sur instruction Florent Mekozi, fournisseur du matériel de chasse.

Ainsi donc, le délibéré du tribunal les a condamnés à trente-six mois d'emprisonnement avec sursis. Ils paieront conjointement l'amende de 200.000 FCFA et la somme de 1.000.000 FCFA pour dommages et intérêts. Le jugement du tribunal de Ouesso est qualifié de subversif par les organisations de préservation de la faune, au regard de la loi n° 37-2008 du 28 novembre 2008 à son article 113 concernant les aires protégées.

Rappelons que ces malfrats ont été interpellés en ayant en leur possession deux pointes d'ivoire, un PMAK et des munitions de guerre.

Les organisations de conservation de la faune comptent accompagner l'administration dans la saisine de la cour d'appel, afin que réparation soit faite.

Fortuné Ibara

DIPLOMATIE

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis s'engage à raffermir l'axe Brazzaville-Washington

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, s'est entretenu jeudi au Palais du peuple avec le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Todd P. Haskell, venu présenter ses lettres de créance au chef de l'Etat.

Même s'il ne s'est pas prêté aux questions des journalistes, le diplomate américain a assuré par écrit qu'il s'emploiera à renforcer les relations entre son pays et le Congo. « *J'ai hâte d'approfondir les relations entre nos deux pays* », a-t-il noté dans le livre d'or de la présidence de la République. Titulaire d'un bachelor (licence) en relations internationales de l'Université de Georgetown, Todd P. Haskell a une carrière de 32 ans au service de la diplomatie, avec rang de ministre conseiller. Avant de rejoindre son nouveau poste à Brazzaville, il assumait depuis 2015 les fonctions de sous-secrétaire adjoint au bureau des affaires africaines.

Auparavant, il avait servi comme directeur de la diplomatie publique et des affaires publiques dans 48 ambassades et consulats américains en Afrique subsaharienne. Dans

ces positions antérieures, il travaillait avec les ambassades américaines sur le terrain et les agences à Washington pour la mise en œuvre de la bourse de « Mandela Washington », le programme emblématique de l'Initiative des Jeunes leaders africains (YALI). Todd P. Haskell avait aussi précédemment servi comme conseiller aux affaires en République dominicaine (2010-2013), responsable des affaires publiques à Johannesburg en Afrique du Sud (2006 et 2010), et comme conseiller aux affaires publiques au Burkina Faso (2003-2006).

En outre, il a travaillé dans les ambassades américaines au Pakistan, aux Philippines, en Pologne, en Israël et au Mexique. Il est détenteur de l'ordre de mérite du Département d'Etat de « Superior Honor and Meritorious Honor Award ».

Nestor N'Gampoula



Denis Sassou N'Gusso s'entretenant avec Todd P. Haskell (Adiac)

PALUDISME

Une nouvelle moustiquaire imprégnée plus fiable pour la prévention

Des tests libres d'un insecticide plus actif ont récemment été réalisés dans plusieurs pays en Afrique sur les moustiquaires capables désormais de combattre les moustiques résistants.

La société BASF a présenté la moustiquaire imprégnée d'Interceptor G2, un insecticide jugé « inédit », qui pourrait renouveler les programmes de prévention du paludisme. Les essais ont été réalisés au Bénin, Burkina Faso, en Tanzanie et Côte d'Ivoire, a annoncé le 13 juillet, un communiqué de presse de ladite société basée en Allemagne.

BASF a reçu une recommandation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour sa moustiquaire Interceptor G2 imprégnée d'un insecticide longue durée, à base de chlorfénapyr. Il est issu d'une famille d'insecticide totalement inédite, destinée à la lutte contre les moustiques vecteurs de maladies et répondant à des fins de santé publique. C'est la première fois depuis plus de 30 ans que l'OMS émet une recommandation pour l'utilisation d'un produit basé sur cette nouvelle famille d'insecticide.

Dans le cadre d'une collaboration de plus de 10 ans avec l'Innovative Vector Control Consortium (IVCC) et la London School of Hygiene & Tropical Medicine, les scientifiques de BASF ont réussi à imprégner des moustiquaires de chlorfénapyr et à respecter les niveaux de performance rigoureux exigés par l'OMS pour une utilisation en santé publique.

Un deuxième produit à base de chlorfénapyr, sous forme de spray pour l'intérieur des habitations, baptisé Sylan-do 240SC, est également en cours d'évaluation par l'OMS. Toutes les 2 minutes, un enfant meurt du paludisme dans le monde. Et chaque année, plus de 200 millions de nouveaux cas sont diagnostiqués. Le paludisme est également l'une des causes majeures de pauvreté à l'échelle mondiale, ce qui en fait l'un des fardeaux les plus lourds pour les populations les plus vulnérables. Suite à la recommandation de l'OMS, BASF va se préparer à lancer Interceptor G2 pour prévenir le paludisme. En fonction des procédures locales d'homologation, les ministères de la Santé et organismes d'aide devraient avoir accès à la nouvelle moustiquaire dès la fin de l'année 2017.

Quentin Loubou

LIVRE

Brice Arsène Mankou signe « Migrations, décentralisation et coopération décentralisée / Enjeux et perspectives »

Comment canaliser les flux de migrations ? Comment installer la coopération décentralisée ? Quels sont les enjeux et perspectives à ces deux questionnements ? Sous la direction de Brice Arsène Mankou, 154 pages d'un nouvel ouvrage paru chez l'Harmattan, abordant les préoccupations internationales du moment.

Dans un livre préfacé par Frédéric Cuvillier, docteur en sciences politiques, l'auteur restitue les pratiques des enquêtes de terrain et des différents séminaires organisés sur les flux de migrations et la coopération décentralisée.

Ce livre développe les thèmes tels que la décentralisation, « une chance pour le développement économique du Congo » ; au Gabon, « entre volonté politique de développement local et rivalités de pouvoirs » ; au Cameroun, « enjeux et perspectives », ou d'une façon sous-régionale, « gouvernance locale et coopération décentralisée en Afrique centrale » la décentralisation en Afrique ou « l'omniprésence du tutorat ».

Brice Arsène Mankou

aborde également les enjeux de la coopération décentralisée du dévelop-



pement local. Et, en tant qu'élu municipal de la ville de Lens, dans le cadre de la formation, il évoque l'outil de formation continue mis en place par les élus fran-

çais d'origine congolaise au service de leurs homologues en Afrique. Cet outil est déjà utilisé pour la formation des élus locaux et des agents territoriaux au Congo-Brazzaville.

Pour l'auteur, s'il est un mode de gouvernance qui participe à l'enracinement de la démocratie, c'est bien la décentralisation, car elle permet le rapprochement de la décision entre le sommet et la base, d'une part ; entre l'État et les collectivités locales de l'autre. Aujourd'hui, force est de constater que la décentralisation initiée dans la majeure partie des Etats de l'Afrique centrale est en panne à cause des problèmes de clarification des compétences, de compréhension de cette notion expérimentée en France en 1982, à la faveur des lois Defferre de 1982-1983.

L'auteur de l'ouvrage est docteur en sociologie de l'université de Lille1. Il préside l'IFMV (Institut de formation aux métiers de la ville).

Marie Alfred Ngoma

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Patricia Yoka dévoile les projets du Club-2002 pour Poto-Poto

Candidate aux élections locales à Poto-Poto (troisième arrondissement de Brazzaville) sur la liste du Club-2002 Parti pour l'Unité et la République (Club-2002 Pur), Patricia Yoka a déclaré qu'une fois élue, elle va plaider auprès des pouvoirs publics pour la formation et l'intégration des filles-mères, ainsi que la lutte contre l'incivisme et l'insalubrité. Elle a bien voulu répondre aux questions des Dépêches de Brazzaville, dans une interview.

Les Dépêches de Brazzaville : Pouvez-vous nous dire les principales ambitions qui vous ont conduit à se porter candidate à Poto-Poto ?

Patricia Yoka : Je me suis portée candidate pour défendre l'idéologie de notre formation politique se reposant sur le principe de la démocratie chrétienne. Notre parti a opté pour des valeurs de tolérance, d'amour du prochain et du partage. C'est pourquoi, nous sommes contre l'achat des consciences lors des consultations électorales. Car, les populations de Brazzaville en général et celles de Poto-Poto, en particulier sont en quête du mieux-être, du mieux-vivre et non des illusions. Vous savez que l'illusion est comme un mirage au loin, on a l'impression de voir de l'eau mais lorsqu'on

s'approche, on n'y voit rien.

La seconde raison est liée au fait qu'après quinze ans de militantisme au sein du Club-2002 Pur, le temps est arrivé que je m'engage dans l'exercice de la responsabilité publique.

LDB : Quelles seront vos priorités pour Poto-Poto, une fois élue ?

P.Y : Je suis personnellement préoccupée par les conditions de vie des jeunes filles-mères qui sont vouées à la débauche et exposées à toutes formes de risques. Il est important que l'Etat, avec l'aide des ONG, puisse imaginer des schémas pour leur intégration sociale en créant, par exemple, des centres de métiers. Ce sera mon combat une fois au conseil départemental et municipal de Brazzaville.

En outre, je réalise que le dé-

veloppement intellectuel et physique d'un humain est tributaire de son environnement, j'en suis sûre. On ne peut pas être productif dans un environnement insalubre. De plus, un environnement pollué est source de diverses maladies. L'Etat devrait nouer, dans le cadre de l'assainissement, des partenariats avec des sociétés privées en vue de moderniser nos villes.

En ce qui concerne les personnes du 3^e âge, notre combat sera axé sur la plaidoirie que l'on doit mener pour que le gouvernement prenne une loi portant sur la réduction des coûts des examens médicaux pour cette catégorie de personnes, ainsi que des médicaments pour des maladies de la vieillesse.

LDB : Que pensez-vous du

phénomène dit « bébés noirs » et de l'incivisme dans la ville de Brazzaville ?

P.Y : L'incivisme est dû, en partie, par le chômage des jeunes et l'intolérance. Nous pensons que l'Etat devrait s'associer aux organisations de la société civile pour espérer réduire la montée des antivaleurs. Notre formation politique, qui est d'obédience religieuse, est beaucoup préoccupée par ce phénomène. Nous en faisons l'une de nos priorités, une fois élus, au conseil départemental et communal de Brazzaville.

LDB : Avez-vous un mot en guise de conclusion de cet entretien ?



Patricia Yoka (DR)

P.Y : Nous invitons les populations de Poto-Poto à voter pour les candidats du Club-2002 Pur aux élections locales, dont Mohamed Samba en est la tête de liste. Nous plaçons l'amélioration de leurs conditions de vie comme notre première priorité.

Propos recueillis par Roger Ngombé

Le chef de la mission d'observateurs de l'UA reçu par le président de la République

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso a échangé le 13 juillet à Brazzaville avec le chef de la mission d'observateurs électoraux de l'Union africaine (UA), l'ancien Premier ministre malien, Django Cissoko.

« Nous sommes là dans le cadre de l'observation des élections législatives. Nous effectuons cette mission pour le compte de la commission de l'UA. Sur le terrain, d'après les échos qui nous sont parvenus, la campagne se déroule normalement », a déclaré Django Cissoko à sa sortie de l'audience.

Il a indiqué que sa mission aura des entretiens avec toutes les parties concernées par ces scrutins. « Nous sommes en train de prendre langue avec tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation des élections. Nous n'avons pas encore rencontré les partis politiques, mais nous les rencontrerons », a renchéri Django Cissoko.

Forte d'une cinquantaine de membres, la mission d'observateurs de l'UA va se déployer dans les différents départements du Congo pour suivre le déroulement des opérations de vote dans le cadre des élections législatives et locales du 16 juillet prochain.

Elle est constituée d'ambassadeurs accrédités auprès de l'UA, des parlementaires, des responsables de commissions électorales et des membres d'organisations de la société civile africaine.

Cette mission est composée des ressortissants des pays africains suivants: Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Madagascar, Malawi, Mali, la République de Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, République centrafricaine (RCA), République démocratique du Congo (RDC), République arabe sahraouie démocratique, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

Christian Brice Elion

Bersol Exaucé Ngambili Ibam touche du doigt les difficultés des habitants de Jacques-Opangault

Candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la 2^e circonscription électorale de Djiri, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a été le 10 juillet dernier, l'hôte de Jacques-Opangault, l'un des quartiers les plus enclavés de Brazzaville

Se faisant une idée des problèmes auxquels les habitants de cette partie de la ville capitale sont confrontés, le candidat du PCT a promis de débattre, s'il est élu, des questions relatives à l'enclavement, l'électrification, l'eau potable, et l'insécurité que connaissent les habitants de Jacques-Opangault. « Je resterai en contact permanent avec ma base électorale pour trouver des solutions aux problèmes les plus sensibles », s'est engagé Bersol Exaucé Ngambili Ibam.

De leur côté, les habitants de Jacques-Opangault ont appelé le candidat du parti au pouvoir à défendre au Parlement les projets de ce quartier enclavé. « Nous avons besoin d'une route bitumée pour la libre circulation des biens et des personnes ; d'un deuxième transformateur pour un courant de qualité, car le premier n'arrive plus à desservir la zone. Nous deman-

Exaucé Ngambili Ibam le renouvellement et le rajeunissement de la classe politique amorcés par le chef de l'Etat,



Bersol Exaucé Ngambili Ibam au milieu d'une foule immense pendant la précampagne à Jacques-Opangault ; crédit DR

ons également l'éradication des phénomènes Bébés noirs et koulounas », a laissé entendre un habitant.

Rajeunir l'Assemblée nationale

Le président du Conseil national de la jeunesse du Congo a fait un plaidoyer en faveur du rajeunissement de l'Assemblée nationale et de la classe politique congolaise. Selon Bersol

Denis Sassou-N'Guesso, dans son premier gouvernement issu de la nouvelle République doivent être poursuivis. « De même que nous avons des jeunes au gouvernement, nous voulons aussi en avoir à l'Assemblée nationale pour apporter notre contribution à la construction du pays », a conclu le candidat du PCT à Djiri II.

Parfait Wilfried Douniama

FINANCES

Le groupe Attijariwafa bank décroche 3 prix d'excellence à Londres

Le groupe Attijariwafa bank, qui a remporté le prestigieux prix de la « Meilleure banque en Afrique en 2017 », nouvelle catégorie introduite cette année par Euromoney, un magazine international de référence des marchés financiers au monde depuis 1992, a également décroché les trophées de la Meilleure banque au Maroc et Sénégal.

Ces prix d'excellence confortent Attijariwafa bank, ayant connu une année de croissance remarquable, en augmentant considérablement ses revenus et ses actifs, mais aussi sa portée géographique, avec l'acquisition réussie et bien exécutée de Barclays

Egypt.

Cette nouvelle acquisition ouvre ainsi la voie au développement du groupe au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est. La Banque qui est aussi installée au Congo sous le label de Crédit du Congo a lancé un plan stratégique quinquennal, « En-

ergies 2020 », pour améliorer le service à la clientèle partout où elle est installée. Au cours des premiers mois du programme, Attijariwafa bank a développé de nouveaux systèmes de paiement électronique, des processus de prêt numérisés en ce qui concerne la banque de détail, et a lancé une banque 100 % digitale appelée L'bankalik.

Les prix d'excellence d'Euromoney pour l'excellence

sont les prix de référence pour les banques et les banquiers. Ils ont été créés en 1992 et ont été les premiers de leur genre dans le secteur bancaire mondial. Cette année, Euromoney a reçu près de 1 500 soumissions de banques dans le cadre d'un programme couvrant 20 récompenses mondiales, plus de 50 prix régionaux et les meilleurs prix bancaires dans près de 100 pays. Ces prix ont évolué en adéquation avec les marchés qu'ils couvrent.

Depuis près de 50 ans, Euromoney est la publication leader pour couvrir la croissance de la finance internationale. Au cours des 12 derniers mois, sa couverture a inclus des entretiens avec près de 100 PDG de banque, ministres des finances et gouverneurs des banques centrales à travers le monde.

La Rédaction

TRANSPORT EN COMMUN

Suspension de la grève des travailleurs de la STPU

En attendant l'examen de leur cahier des charges déposé sur la table de la direction générale de l'entreprise, les agents de la Société des transports publics urbains (STPU) ont décidé le 12 juillet de suspendre leur grève décrétée le 26 juin dernier et de reprendre le travail ce 14 juillet.



Quelques travailleurs dans la cour de l'entreprise (Adiac)

Dans une déclaration rendue publique au siège de l'entreprise par le coordonnateur Cyril Dzoundou de la fédération syndicale des professionnels de transport du Congo (FE.SY.P.T.C), ce dernier a appelé l'ensemble des agents de cette entreprise en grève depuis le 26 juin, à reprendre le service en attendant l'examen de leur cahier des charges.

La déclaration souligne qu'après les concertations entre le syndicat et la direction générale, le syndicat et le collègue des travailleurs accompagnés du bureau syndical de l'entreprise le 11 juillet, une table de négociations a été ouverte avec ladite direction. Au terme de ces pourparlers, la grève décrétée depuis le 26 juin a été suspendue. A cet effet, les agents de cette entreprise ont décidé de reprendre le service ce 14 juillet aux heures habituelles. Rappelons que c'est à la suite du non-respect de certains engagements de la part de l'employeur au nombre desquels, le non-paiement des salaires, le manque des contrats avec l'employeur, le non-versement des cotisations à la CNSS, la réintégration des agents virés et autres situations que cette grève a été déclenchée.

Jean Jacques Koubemba

SANTÉ

Les principales missions confiées au nouveau DG du CHU de Brazzaville

Officiellement installé dans ses fonctions le 13 juillet, après passation de service, Jérémie Mouyokani a pris connaissance des missions qui lui sont confiées pour l'optimisation des capacités institutionnelles du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B).

Apaiser le climat social en établissant un dialogue franc et constructif avec les partenaires sociaux et les représentants des différentes catégories professionnelles du CHU-B pour la résolution de leurs principales revendications ; améliorer l'offre de soins par la rationalisation de la dépense hospitalière médicale en faveur de la production des soins et services notamment en pharmacie, au laboratoire, en imagerie et dans les médicaux techniques, telles sont, entre autres, les missions qui incombent au directeur général par intérim du CHU-B, Jérémie Mouyokani qui succède à Gisèle Marie Gabrielle Ambiero. Il aura par ailleurs pour tâche d'élaborer les termes de référence de l'étude sur les bâtiments et équipements du CHU en liaison avec la direction générale en charge des infrastructures au ministère de la Santé et de la population ; s'assurer de la mise en place et de l'application effective des procédures et protocoles de soins et services.

Dans le cadre de la gouvernance hospitalière, il sera question de préparer les documents utiles du conseil d'établissement et du comité de direction avant la fin de l'année en cours. L'élaboration et l'exécution de manière inclu-

sive du plan de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'audits institutionnels, organisationnels et financiers en liaison avec le cabinet, l'inspection générale

audit ministère, Florent Balandamio, qui a présidé la cérémonie de passation de service, en faisant la lecture de la lettre des missions, a évoqué la densité du travail qui attend le directeur général par intérim. « Le CHU doit fonctionner normalement. Tout ce qui a déjà été fait est un acquis. Nous attendons de vous



Passation de service entre Gisèle Ambiero (DG sortant) et Jérémie Mouyokani (DG entrant)

de la santé et la direction générale d'information sanitaire est également inscrite dans l'agenda de travail de Jérémie Mouyokani. Le nouveau directeur devrait aussi s'assurer de l'application des procédures comptables et financières du CHU en conformité avec le règlement de la comptabilité publique. La liste des missions que l'Etat a confiées à Jérémie Mouyokani, à travers le ministère de la Santé et de la Population n'est pas ici exhaustive. Le conseiller à la population

les résultats », a-t-il souligné. « Les défis à relever sont importants. Nous allons nous y atteler pour le bien-être de la population », a rassuré Jérémie Mouyokani. Selon lui, le métier de l'homme de santé, c'est d'offrir les soins de qualité. C'est ce que le CHU doit faire en tant qu'établissement sanitaire de référence. « Je compte sur chacun d'entre vous », a-t-il déclaré, s'adressant à ceux qui, désormais, sont ses collaborateurs.

Rominique Nerplat Makaya

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ADMINISTRATEUR INDEPENDANT

La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, organise une consultation en vue du recrutement d'un Administrateur indépendant.

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Conformément aux Statuts, le Conseil d'Administration de la BDEAC comprend deux (02) Administrateurs indépendants, n'entretenant aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Banque ou avec sa Direction, pouvant compromettre l'exercice de leur liberté de jugement. La consultation vise le recrutement d'une personnalité, ressortissant de la CEMAC, pour occuper le poste d'Administrateur indépendant.

Le mandat des Administrateurs indépendants est d'une durée de trois (03) ans renouvelable une (01) fois. L'Administrateur indépendant doit justifier d'une expérience d'au moins 15 ans dans le financement de projets. En outre, il devra avoir une connaissance approfondie des problématiques liées à l'évaluation des risques bancaires, en particulier le risque de crédit. Il doit présenter des garanties d'intégrité morale et de probité.

L'Administrateur indépendant ne doit pas avoir été en relation professionnelle ou d'affaires avec la BDEAC, de quelque manière que ce soit, au cours des 10 dernières années.

L'Administrateur indépendant sera également Membre du Comité d'Audit. Ainsi, il sera appelé, chaque année, à prendre part au moins à quatre (04) réunions du Conseil d'Administration et au moins à quatre (04) réunions du Comité d'Audit.

Les Administrateurs représentant les Actionnaires et leurs suppléants ainsi que les Administrateurs indépendants exercent leurs fonctions sans être rémuné-

rés. Cependant, ils perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.

2. PRESENTATION DES LETTRES DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés devront soumettre une lettre de motivation rédigée en français accompagnée des documents suivants : (i) CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans les domaines concernés, (ii) Extrait de casier judiciaire datant moins (3) mois, (iii) Copie d'une pièce d'identité nationale, et (iv) Copies certifiées conformes de diplômes, attestation sur l'honneur quant à l'absence de relations avec la BDEAC.

Le dossier de candidature, présenté dans une enveloppe fermée, sera déposé au Siège de la Banque à Brazzaville à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA BANQUE - BDEAC
(Consultation pour le recrutement d'un Administrateur indépendant)
Tél. : + 242 06 652 96 71/ 73 /+ 04 426 83 00
Fax: + 242 281.18.80/+ 44 2 079 068 161
BP 1177 - Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO
BRAZZAVILLE (République du Congo)

Ou dans les bureaux des Représentations Nationales de la BDEAC dans les autres Etats de la CEMAC.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 31 juillet 2017 à 12h00, heure de Brazzaville.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Pour de plus amples informations sur la BDEAC, notamment les termes de référence détaillés de la présente consultation, les candidats sont invités à visiter le site de la Banque www.bdeac.org.

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PENTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE













L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso
Immeuble les manguiers - Moïla
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2017

Parfait Ndongui Matondo réhabilite l'école primaire de la Paix

Candidat indépendant aux élections législatives dans la 2e circonscription de Mvou Mvou et tête de liste aux locales dans ladite circonscription au scrutin du 16 juillet, Parfait Ndongui Matondo, président de la Convention des jeunes pour le progrès (CJP), a réaménagé l'école primaire de la Paix à Mvou Mvou (Pointe-Noire).

La cérémonie de remise officielle de cette école a eu lieu le 12 juillet en présence des autorités, des responsables administratifs, des enseignants, des parents d'élèves et des bénéficiaires.

C'est en début d'année que le conseiller départemental et municipal Parfait Ndongui Matondo avait pris l'engagement de réhabiliter cette école. Sept mois plus tard, l'école a retrouvé sa jouvence grâce aux travaux effectués qui ont consisté à la rénovation de trois bâtiments de six salles de classe, à l'équipement de bureau de la directrice, au revêtement en peinture de l'école, à la pose de l'étanchéité et à l'érection d'un mât, à la pose d'une charpente et de couverture, à l'installation de l'électricité et à l'adduction d'eau potable. « Je réitère mon engagement à tout mettre en œuvre afin qu'avant la prochaine rentrée scolaire, tous les acteurs de cette école retrouvent un cadre meilleur, pour le succès



Parfait Ndongui

de notre circonscription. Ceci, croyez-moi, ce n'est que la suite logique du premier chantier, celui de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire

ainsi que la culture contenu dans mon programme «Le défi d'une génération pour le progrès social », a dit Parfait Ndongui Matondo.

Un élan de cœur et de générosité salué par les filles et fils de Mvou Mvou en général et les principaux bénéficiaires en particulier tels la directrice de cette école et un élève qui, dans leur mot, ont remercié le généreux donateur. Signalons que l'école de Mvou Mvou a été construite en 1947 par le Suisse Henri Durand. Tour à tour, elle a porté les noms de l'école Salutiste, Victor Schoelcher, école Mabaya avant d'être débaptisée depuis 1970 école de la Paix. Elle compte 6 salles pédagogiques, 12 enseignants et 321 élèves.

La réhabilitation de l'école de la Paix ne constitue que l'un des projets à exécuter contenu le programme du candidat Parfait Ndongui qui, depuis octobre 2016n a mis en place un programme de travail pour apporter une assistance des apprenants dans les écoles publiques de la circonscription en les dotant des infrastructures dignes, aux personnes vivant avec handicap, aux personnes du 3^e âge et à toutes les couches vulnérables de Mvou Mvou 2. « Devant cette réalité, il y a ceux qui n'arrivent pas à saluer cette volonté manifeste que j'éprouve envers la couche sociale qui a besoin d'une véritable attention de notre part. Devant cette volonté exprimée et au-delà du stéréotype, borné par l'ex-

trapolation, la provocation et le mépris qui battent le plein dans notre circonscription, j'ai fait table rase comme disait Blaise Pascal. Ceci, pour l'intérêt de la paix et l'unité des filles et fils de notre circonscription. Je réitère mon vœu de voir ces élections se dérouler dans la paix, la quiétude et la sérénité afin que le vainqueur soit déclaré selon la volonté des urnes et que les perdants aient le fair play de reconnaître leur défaite. À ce moment-là, le gagnant de l'élection sera félicité et les perdants pourront alors bénéficier autrement de la consolation des parents », a dit le candidat.

En se présentant aux législatives à Mvou Mvou 2, Parfait Ndongui veut redonner de l'espoir à chaque citoyen et citoyenne à travers ses cinq chantiers nvironnement, la création. Accompagné des militants et sympathisants, Parfait Ndongui a sillonné à pieds les différents quartiers de sa circonscription. La visite des chantiers d'assainissement a pris fin avec le nettoyage de la poubelle au quartier Roy qui, au fil des années, a formé un col par l'incivisme des populations, la négligence des autorités et l'indifférence des élus de la circonscription.

Hervé Brice Mampouya

Sidonie Plaza Moulady boucle sa campagne par un concert

Après une campagne de proximité menée dans les sept quartiers de Lumumba I du 1er au 13 juillet, la candidate du Parti congolais du travail (PCT) à Lumumba I, Sidonie Plaza Koumba Moulady, termine sa campagne électorale par un concert ce 14 juillet au stade de Cheminots qui sera donné par ses deux frères, Fofana et Aly Moulady.

Venus pour soutenir la candidature de leur sœur, Sidonie Plaza Moulady aux législatives du 16 juillet, Fofana et Aly Moulady vont livrer un chaud ce vendredi au KM4. Ce concert en duo est un vibrant appel de ces deux artistes congolais aux électeurs de Lumumba I. Les Ponténégrins en général et ceux de la circonscription Lumumba I en particulier y sont conviés ainsi que les anciens fans de Fofana Moulady qui a excellé en musique dans les années 90. Son jeune frère Aly Moulady se produira pour la première fois sur la terre natale. Il émerge en rumba et la RNB.

Après 13 journées de campagne acharnée sans répit et sans incident majeur, la candidate du PCT est satisfaite de la stratégie choisie. « Le porte à porte est une méthode de proximité qui vise à avoir un meilleur contact avec les futurs électeurs. C'est là où l'échange est un peu plus



Sidonie Plaza Koumba Moulady pendant sa campagne de proximité au KM4

profond, intime où les liens sont plus renforcés. La relation que j'ai avec ma circonscription est très forte. Elle est due à un contact régulier. J'ai gardé cette méthode durant toute ma campagne qui se terminera par une grand-messe de musique ce vendredi au stade de Cheminots. Et je ferai le point de tout ce qu'on a fait pendant 13 jours », a indiqué Sidonie Plaza. « Malgré quelques aléas de la campagne, je crois en mes électeurs, en leur sincérité parce que nous sommes très liés. Ceux de 101, 102, 103, 104, 107, 117, 118, 119 de la circonscription Lumumba I, nous serons ensemble vendredi pour clôturer dans une note de musique avant de se reposer samedi. Et dimanche matin, nous nous leverons comme un seul homme pour aller au

vote », a-t-elle poursuivi. Sidonie Plaza a souligné que les populations des sept quartiers de Lumumba I ont adhéré à son message. « Ils me suivaient avec beaucoup d'attention et beaucoup m'ont demandé de quel parti j'appartenais pour mon message d'intérêt social. Ils ont adhéré à mon message parce je leur ai dit que l'État providence est passé. Il faut que nous nous mettions au travail », a martelé la candidate. Par ailleurs, elle a rappelé le plaidoyer qu'elle mènera à l'Assemblée si Lumumba I votait le dimanche pour elle. La candidate du PCT a également remercié son équipe de campagne, les membres du parti, la famille et les amis qui l'ont soutenue de prêt ou de loin.

Charlem Léa Legnoki

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Un enjeu majeur pour le développement économique

L'Association des logisticiens du Congo (ALC) a tenu son assemblée générale le 12 juillet à la Chambre consulaire de Pointe-Noire. Pendant cette activité, son président-manager, Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas, a demandé aux acteurs de la scène économique de promouvoir les métiers de la logistique et du transport afin de diversifier et d'accroître l'économie nationale.

Le transport et la logistique sont à la base des métiers les plus importants dans le secteur de l'économie et de l'industrie. Ils ont pour objectif de mettre à disposition des ressources d'une organisation en respectant le budget, la qualité du service proposé et la sécurité.

Aujourd'hui, la filière de la logistique et du transport a pris de l'envol compte tenu de la multiplication des flux dus à la mondialisation. Le développement des activités logistiques constitue donc un enjeu économique et d'aménagement du territoire, malheureusement cette nouvelle orientation n'est pas bien connue et considérée à sa juste valeur dans de nombreux pays d'Afrique. Dans son mot de circonstance, le président de l'ALC a donc demandé aux autorités nationales mais également aux sociétés de la place évoluant dans ce domaine de vulgariser les métiers de la logistique et du transport afin de diversifier et d'accroître l'économie du pays.

Le président de l'ALC a expliqué à l'assistance l'intérêt et les profits à tirer pour la République du Congo en s'engageant dans cette démarche. « La politique de maillage d'un pays en infrastructures de base, telles que la construction des plates-formes aéroportuaires, portuaires, ports secs, entrepôts et routes légales, méritent que la formation soit axée dans le domaine de la logistique et du transport. Ces métiers contribuent efficacement au développement économique du pays », a dit Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas. Ce dernier pense de même que les acteurs économiques doivent se rendre compte et admettre que la fonction logistique est primordiale, qu'elle constitue désormais un nouveau gisement de progrès pour l'ensemble de la chaîne des partenaires : fournisseurs, producteurs, distributeurs, transporteurs.

Signalons que l'ALC a été créée en 2015 pour promouvoir et vulgariser les métiers de la logistique en République du Congo. Cette association va organiser le 28 juillet à l'université de Loango un concours sur les métiers de la logistique et du transport afin d'évaluer le niveau des étudiants partant de la première année jusqu'en troisième année de licence. Dans son cahier des charges, l'ALC a également prévu la tenue des activités sportives, notamment la marche, les tournois de football, de Nzango, de basketball et d'athlétisme.

Hugues Prosper Mabonzo

MOTS FLÉCHÉS N°163

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

TRÈS DANGEREUSE	METTRA DEHORS	ALCOOL ANGLAIS	LE JOUR D'AVANT	ANCIENNE AGENCE DE PRESSE	DÉFUNTES	LANGUE DES ÎLES
RAPIDITÉ	DIVINITÉ À ROME	RASSASIÉ	TEL UN PRIX SANS SURPRISE	NOIX DE PALMIER	NE CÈDES PAS	
				PLEINES À L'EXCÈS		
DOS-D'ÂNE						
IL CALME LA TOUX						
			RANGÉE			
			BON CAMARADE			
TRANSMIT			PETIT LIEUTENANT	PRÉFIXE EGALISATEUR		
SYMBOLE DU THALLIUM			GONFLEMENT	ROUERA DE COUPS		
	REVUE FRANÇAISE	HABITUDES DE VIE			ANTILLES	
		PÂTURAGE DE MONTAGNE				
BLOQUE SON FUSIL			CUITE À LA BROCHE			
CHAÎNE RUSSE			QUI EST NOMADE			
			CARBURANT			VIEUX CORDONNIER
			COURBE DE SATELLITE			
LA SCIENCE FICTION		MORDUES DE POÉSIE				
LA PROVENCE		PETITE BALANCE				
	AUTO-RISÉE			À ELLE		
	MÉMO-RISÉS			NETTOYA À FOND		
DEVENU PLUS IMPORTANT	COMITÉ D'ENTREPRISE			RACING CLUB		TISSU LÉGER
	ACTEUR DU MIDI	BIEN POPULAIRE		HOMMES DU VATICAN		
			ASSISTÉ			
BÊTE TÊTUE		PESA		FAIT BONNE FIGURE		
PORTE-MANTEAU		ÎLE CHARENTAISE		CHEMIN DE HALAGE		
			MIS À PLAT			
			BIEN JOUÉ			
CHANGE DE POSTE			UN DE TROIE		QUEST-EST	
OISEAU RAPACE						
		GROS TONNEAUX		UN ANCIEN PARTI GAULLISTE		

SUDOKU N°163

>FACILE

	5	1		9	2			8
3						7	9	
7			4				2	1
			3	8		2		
8	1		9		7		3	4
		3		4	1			
1	7				9			3
	2	6						5
5			1	7		9	8	

>MOYEN

			8	1		9		
3	6	2			5			
			5	7				4
		9			6			3
2	7	3		8	9		5	
4			9			8		
6				8	2			
		5			4	2		7
	4		7		5			

>DIFFICILE

3	8			6	5				
	7				8				
6		1	9	4					8
5						8	1		
	2			1				7	
	6	8							4
7					3	2	4		1
					9			6	
			4	7				9	5

MOTS CROISÉS N°163

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Ajouter des motifs. - 2. Sont parfois acerbés. - 3. Travail de décoration délicat. - 4. Vieux service. Faire du plat. - 5. Dans les règles. Gardé secret. Fleuve d'Italie. - 6. Couture provisoire. Se transmettent de génération en génération. - 7. Regroupement autour d'un ballon ovale. Consacres. - 8. Complète. Article. - 9. Lumière de la ville. Croissance. - 10. Reconstituant.

>VERTICALEMENT A. Entre la chaussée et le fossé. - B. De couleur neutre. Bon porteur. - C. Économiste français du XX^e siècle. Grossier personnage. - D. Thème pour Vivaldi. Pleine de douceur. - E. Un des grands maîtres de l'école de Barbizon. - F. Mettre en situation stable. - G. Elle est souvent bien bonne. Goupille. - H. Chevilles près des chevilles. Article. Possessif. - I. En les. Lettre grecque. - J. Il touche pour jouer. Présente à table.

MOTS À MOTS N°163

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① T E N U + R A V E = A | | | | | | | |
- ② P A I E + P U E R = | | | P | | | |
- ③ R A P E + L I E D = | | | | | | | E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°162

M	B	E	D	O	P					
J	U	T	E	X	J	U	M	E	A	U
S	E	R	V	I	C	E	B	O	N	N
F	I	L	E	L	R	A	I	N	E	E
C	E	P	E	A	B	E	L	S	S	
G	A	V	A	O	T	A	R	I	E	C
L	I	S	A	N	T	E	C	O	L	O
N	E	S	S	T	A	C	A	L	I	
E	A	U	C	O	L	L	I	N	E	
R	A	U	T	C	H	A	O	E	V	
V	R	A	I	E	S	T	O	N	I	E
P	A	P	L	I	E	S	C	S	G	
L	O	P	I	N	E	S	E	N	P	
C	E	L	E	S	T	R	I	A	L	R
N	L	E	A	R	A	N	O	D	E	
O	T	E	E	M	I	A	M	B	O	T

MOTS CROISÉS N°162

P	E	R	I	S	S	O	I	R	E
A	V	A	L	E	S	S	I	X	
R	A	V	E	S	O	M	E	T	
A	S	A	A	N	N	A	L	E	
L	E	G	U	M	E	E	R		
L	E	E	E	P	I	L	A	I	
E	S	E	E	V	X	E			
L	A	T	I	E	T	A	U		
E	R	R	O	N	E	A	I	R	
S	C	E	N	A	R	I	S	T	E

SUDOKU N°162

3	8	9	2	5	1	7	6	4
6	1	2	7	4	3	8	5	9
7	4	5	9	8	6	1	3	2
2	9	4	3	6	8	5	7	1
1	5	3	4	7	9	6	2	8
8	6	7	5	1	2	9	4	3
4	2	8	6	9	5	3	1	7
5	7	1	8	3	4	2	9	6
9	3	6	1	2	7	4	8	5

4	3	8	6	5	7	2	9	1
1	6	2	9	3	4	5	8	7
7	5	9	8	1	2	3	4	6
6	8	5	3	7	1	4	2	9
9	4	1	5	2	8	7	6	3
2	7	3	4	6	9	1	5	8
3	9	6	7	4	5	8	1	2
8	2	4	1	9	3	6	7	5
5	1	7	2	8	6	9	3	4

8	4	1	9	2	3	7	5	6
5	2	6	1	8	7	9	4	3
9	3	7	4	6	5	1	2	8
3	6	8	5	1	2	4	9	7
2	7	4	8	3	9	6	1	5
1	5	9	6	7	4	8	3	2
6	1	5	2	9	8	3	7	4
7	8	2	3	4	1	5	6	9
4	9	3	7	5	6	2	8	1

MOTS À MOTS N°162

1/ CLOSERIE - 2/ OCTAÈDRE - 3/ PRÉFACER.

COMPÉTITIONS INTER-CLUBS DE LA CAF

Les affiches des quarts de finale dévoilées

La Confédération africaine de football a dévoilé les affiches des quarts de finale de ses compétitions des clubs. Suspendus par la Fifa, les clubs soudanais ne sont pas les bienvenus à la fête. En Ligue africaine des champions, Clube Ferroviario da Beira reçoit USM d'Alger. Le National Al Ahly du Caire en découdra avec l'Espérance de Tunis. Mamelodi Sundowns accueille le Wydad de Casablanca et le dernier match des quarts de finale mettra aux prises Al Ahly Tripoli à l'Etoile sportive de Sahel.

Pas de clubs soudanais également en coupe africaine de la Confédération. Le Clube Recreativo Desportivo do Lobolo d'Angola sera l'adversaire du Tout Puissant Mazembé en quarts de finale. Fath Union sport (Fus) de Rabat accueille le Club sportif Sfaxien. Super sport FC va se mesurer avec Zesco United FC puis le Mouloudia Club d'Alger affronte le Club africain. Les matches aller des quarts de finale vont se jouer à partir du 8 septembre et le retour une semaine après.

James Golden Eloué

FESPAM 2017

La onzième édition reportée à une date ultérieure

Le report de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam) a été rendu public dans un communiqué du gouvernement de la République lu par la ministre Arlette Soudan Nonault, assurant l'intérim du ministre de la Culture et des arts.

Le gouvernement informe l'opinion nationale et africaine que des impératifs insurmontables d'agenda obligent la République du Congo à procéder au report de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam). Initialement prévu du 19 au 21 juillet 2017, le Fespam sera organisé à une date ultérieure. Les autorités compétentes annonceront en temps utile un nouveau calendrier. Le gouvernement de la République, soucieux de répondre aux attentes de l'Union africaine, rappelle à l'opinion nationale et internationale le profond attachement des autorités du Congo aux valeurs culturelles ainsi qu'à l'esprit d'accueil qui caractérise le continent africain.

Tout en exprimant ses regrets à l'Union africaine, aux Etats membres et aux nombreux africains attachés à ce grand rendez-vous culturel simplement différé, le gouvernement prendra toutes les dispositions pour assurer l'accueil des délégations qui auraient pu entre temps arriver à Brazzaville.

Réaction du commissaire général du Fespam

Gervais Hugues Ondaye, commissaire général du Fespam depuis octobre 2015, a réagi à l'annonce du report de la onzième édition aux Dépêches de Brazzaville. Pour le commissaire général du Fespam, au stade actuel, il ne s'agit pas d'exposer sur les raisons qui ont conduit à ce report, mais plutôt de remercier le gouvernement de la République pour avoir pris cette décision de haute portée pour le Congo, pour l'Afrique et pour la communauté musicale mondiale sinon de sa diaspora. Il fallait le faire parce que les signaux qui étaient envoyés n'étaient pas des signaux positifs.

Gervais Hugues Ondaye a salué l'Union africaine (UA), son président, sa commissaire chargée des Affaires sociales et culturelles pour cette implication significative. Parce que de mémoire, dit-il, il n'a jamais vu une mobilisation des Etats Africains autour du Fespam comme c'est le cas aujourd'hui. « Je peux vous assurer que nous avons reçu déjà la notification de l'arrivée de 42 pays. Je crois



que c'est le fruit de cette implication de l'UA que nous devons saluer ici. Par cette décision, on prend le temps qu'on prendra conformément aux instructions du gouvernement pour qu'on rétablisse les choses. »

Avant d'ajouter qu'« au stade actuel, je peux dire que les cadres du pays qui sont invités à occuper des hautes responsabilités politiques, il faudra que nous fassions confiance aux techniciens. L'intérêt, c'est l'intérêt du pays. Vous êtes ministre, vous êtes directeur, vous avez des techniciens autour de vous, il faut les écouter. On n'est pas spécialiste en tout. Pour l'instant, nous gérons d'abord la crise, parce qu'il y a des délégations qui jusque-là n'ont pas encore envoyé leur plan de vol, mais qui peuvent se retrouver à Brazzaville. Nous en n'avons déjà une entre les bras. On se

bat pour mettre en place un accueil chaleureux à la dimension légendaire de notre pays, et lorsque tout ceci sera mis en ordre, on n'aura l'occasion de revenir vers la presse pour établir les responsabilités ; il faut que ça soit fait. »

Aussi, le commissaire général du Fespam a renvoyé les gages à l'UA, aux Afriques-Caraïbes et Pacifiques (ACP), à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à l'Unesco, au Centre international de civilisation bantoue (Ciciba), à l'Ecole du patrimoine africain (EPA), au Conseil international de la musique (CIM), au Conseil africain de la musique (CAM), à l'Observateur des politiques culturelles en Afrique...

Par ailleurs, il a salué aussi les fruits de la mobilisation, ainsi que les fruits des réformes à mi-parcours, car le commissariat général du Fespam a reçu en termes d'appels à candidature, près de 400 dossiers. « Si l'UA s'implique ça veut dire que les Etats se sont impliqués. Parce que tous ceux qui ont envoyé des plans de vol, ce sont des billets, des titres de voyage et des cachets payés par leurs Etats respectifs. Donc, ce n'est pas forcément un problème d'argent », a-t-il conclu.

Bruno Okokana

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : Et, Sékou Touré vint...

Sékou Touré est l'homme du « Non » au général de Gaulle, lors du référendum de septembre 1958, ayant abouti à la mise en place de la V^{ème} République française. La Guinée-Conakry, son pays, accède presque aussitôt à l'indépendance.

Ce coup d'éclat et cet acte de courage valent au président guinéen un prestige extraordinaire dans l'opinion publique africaine. C'est, précédé de cette aura, que Sékou Touré séjourne au Congo, du 3 au 5 juin 1960. C'est un accueil délirant qui lui est réservé. Le lendemain, à l'hôtel de ville de Brazzaville, à l'occasion d'une parade militaire en l'honneur de son homologue, le président Youlou, dans son allocution, commence par rendre hommage au Pape Jean XXIII, décédé la veille, puis enchaîne sur la conférence d'Addis-Abeba, qui a abouti à la signature, le 25 mai 1960, de la Charte créant l'OUA (Organisation de l'unité africaine), avant de s'adresser au président guinéen en ces termes : *le peuple congolais peut [...] marcher du même pas que le peuple guinéen pour construire la nation et asseoir l'Etat, dans une Afrique unie et renouée.*

Prenant la parole à son tour, sans papier, le président Sékou Touré, véritable tribun, auréolé de son statut de révolutionnaire, déclare : « Au Congo, je suis

Congolais ». Après une longue digression sur le thème de la vie, il déclare : *« le problème qui est au centre de nos préoccupations est le fait que l'Afrique est exploitée, opprimée, dans sa civilisation, dans sa culture négligée, dans sa pensée politique non reconnue, dans sa pensée morale puisse aussi démontrer qu'elle n'a jamais été absente du monde, qu'elle est toujours présente [...] La première victoire de la lutte pour l'égalité humaine c'est la victoire de la lutte pour l'indépendance de chaque peuple. Car, seule l'indépendance consacre les rapports d'égalité.*

Aujourd'hui, dans l'égalité des rapports, dans la liberté reconnue à cette nation, vous pouvez exprimer vos sentiments sans qu'il y ait des considérations subjectives pour leur accorder d'autre valeur que celle que vous leur accordez vous-mêmes. C'est pourquoi la dignité de l'homme, l'égalité entre les hommes exigent l'indépendance totale de toutes les nations. [...] Il faut, poursuit-il, ensevelir le colonialisme et son fils le néo-colonialisme, ensevelir en nous-mêmes le sens d'irresponsabilité, l'esprit de facilité, de médisance et créer en chaque individu, en plus de la confiance en soi, le courage civique et moral dans la construction de son bonheur et du bien-être de son peuple.

L'indépendance, ainsi, se crée tous les jours ».

À Pointe-Noire, où il se rend après, l'accueil est tout aussi enthousiaste que celui de Brazzaville.

Il convient, tout de même, de signaler, qu'au-delà des généralités « révolutionnaires », le président guinéen condamne le régime du président Youlou, en le présentant sous son aspect le plus impopulaire, dans le but évident de louer, a contrario, l'honnêteté, l'intégrité et l'efficacité de son propre régime.

Par ses interventions, peu diplomatiques, Sékou Touré, en surfant sur le mécontentement ambiant, a mis son grain de sel sur l'impopularité du président congolais, donnant ainsi son terreau à la révolution qui allait l'emporter. Sékou Touré s'est comporté, à l'étonnement des observateurs, en véritable donneur de leçons. Mais la sagesse populaire dit, avec pertinence : « bons diseurs, mauvais faiseurs ».

Le président guinéen quitte le Congo, le 5 juin 1960, après un séjour tonitruant. Quelques jours après son voyage au Congo, dans un article de l'Afp (Agence France presse) sur la Guinée, le journaliste André Givisiez épingle la mauvaise tenue du franc guinéen, créé en 1960, la gestion calamiteuse des organismes

d'Etat, et le commerce paralysé par l'insécurité monétaire. A beau mentir qui vient de loin. Ce qui est sûr, c'est que le voyage de Sékou Touré laisse des traces indélébiles dans l'opinion publique congolaise, à l'époque. « Les hommes passent, les gouvernements passent, les peuples demeurent », avait-il déclaré lors son passage à Brazzaville.

Une forme d'incitation au changement, après avoir stigmatisé les dérives du gouvernement de Fulbert Youlou. Les premiers événements annonciateurs de la chute de ce dernier apparaissent presque aussitôt après le départ du président guinéen. Un peu plus de deux mois, après le retentissant passage de celui-ci, le régime du président Fulbert Youlou est balayé par la bourrasque du mouvement insurrectionnel des 13, 14 et 15 août 1963, appelée révolution.

À l'évidence, c'est un abus de langage. Ici, le terme bourrasque est pris dans le sens de : perturbation importante et soudaine dans le fonctionnement d'une institution, la présidence, en l'occurrence. Faut-il le rappeler, Lénine définissait la révolution comme le renversement violent d'une classe par une autre. On n'en était pas loin en 1963. Avec ce détournement de sens, s'ouvrait au Congo, l'ère des impostures.

Mfumu